LA LIBERTÉ

Depuis 1913

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA

DANS CE 40 PAGES, VOICI QUELQUES SUJETS ABORDÉS :

Une couverture électorale étendue : les derniers échos des candidats dans Saint-Boniface/Saint-Vital (p. A11), une idée de la participation des Manitobains sur l'Île de Montréal (p. A12 et A13), les espoirs des municipalités (p. A15) et des AMIS de Radio-Canada (p. A10), l'expertise de Thierry Lapointe, professeur de science politique (p. A8 et A9), et les glanures électorales de Daniel Bahuaud (p. A3).

Nos principaux sujets de société : Le regard d'une professionnelle à la retraite sur la santé mentale, un CHAMP LIBRE de Benj Funk sur le même thème (p. A20-A21 et B4), la contribution d'une musicienne au mieux-être des patients de l'Hôpital Saint-Boniface (p. B7), la vision de Roland Mahé sur la prochaine pièce du Cercle Molière (p. B1), des nouvelles pistes sur le bilinguisme des enfants (p. A22) et le défi d'immigrer (p. A7).

Et comme promis la semaine dernière, un retour sur les retrouvailles des finissants de 1975 du Collège secondaire de Saint-Boniface (p. A16 et A17).

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 102 N° 27 • 14 AU 20 OCTOBRE 2015
SAINT-BONIFACE

APRÈS L'ACTION DE GRÂCE, À LA GRÂCE DES ÉLECTEURS


Michel Lagacé.


Raymond Hébert.


Roger Turenne.

LES TROIX VOIX

Michel Lagacé, Raymond Hébert et Roger Turenne proposent leur ultime perspective préélectorale. Ne les manquez pas non plus la semaine prochaine. Ils commenteront en profondeur le verdict des urnes. | **Page A3.**

LA VOIX DES LECTEURS

La contagion démocratique est à l'œuvre : il n'y a pas moins de cinq lettres à lire cette semaine et une Tribune Libre. | **Pages A4 à A6.**

Citation DE LA SEMAINE

« J'adore. C'est un instrument de tir difficile à maîtriser. Mais plus on l'emploie, plus son maniement devient agréable. Avant de m'adonner au grand arc, je privilégiais un arc contemporain muni de poulies. »

L'harmoniciste et peintre Gérald Laroche reconnaît sans barguiner sa passion pour le grand arc, le célèbre *longbow* anglais qui lui permet de jouer à Robin des Bois dans les fôrets manitobaines. | **Page B9.**

Une étrange résonnance électorale


photo : Daniel Bahuaud

Liberté, réfugié, sécurité, politique de la peur. Les thèmes centraux de la pièce d'ouverture de la nouvelle saison du Cercle Molière font largement écho aux préoccupations qui se sont manifesté chez bien des électeurs tout au long de la campagne fédérale. Le drame psychologique, mis en scène par Roland Mahé, s'appelle ***Le Boucher***, du dramaturge canadien Nicolas Billon. L'équipe des comédiens sur qui repose la pièce est un quatuor constitué de Janique Lavallée, Alphonse Tétrault, Simon Miron et Keith Damboise. | **Page B1.**

Gagnant du grand prix d'Excellence générale DE L'ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

RECONNU EN 2015 AU CONCOURS DES JOURNAUX RÉGIONAUX CANADIENS

Le SOMMAIRE

LA LIBERTÉ

Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice par intérim :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef par intérim :
Bernard BOCQUEL
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Journalistes :
Belinda AVIA
presse1@la-liberte.mb.ca
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca
Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Baptiste SOUQUE
presse4@la-liberte.mb.ca
Marouane REFAK (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »





ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

LES GLANURES ÉLECTORALES DE DANIEL BAHUAUD

Les jeux sont (presque) faits

Depuis qu'on commence à ne plus compter les jours de la campagne, mais ceux qui restent jusqu'à la date fatidique, les partis politiques se livrent à une ultime multiplication des manœuvres électorales. Foires aux promesses, pirouettes de rhétorique et même un premier ministre transformé en animateur d'émission de jeux.

Harper animateur d'émission de jeux?

La course électorale fédérale a pris un virage plutôt ludique ou surréaliste, selon la perspective qu'on voudra bien prendre.

Le 12 octobre, lors d'un ralliement conservateur à Waterloo, en Ontario, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, a campé le rôle d'un animateur d'émission de jeux pour mieux illustrer l'impact, pour les familles, du démantèlement d'une brochette de crédits d'impôts par le Parti libéral.

Pour chaque crédit d'impôt éliminé, une assistante déposait un billet de 20 $, geste accompagné d'un son de caisse enregistreuse. Même chose avec les augmentations de taxes proposées par les libéraux.

Résultat : un grand tableau indiquant la somme de 2 000 $, montant d'argent que pourraient perdre chaque année les familles canadiennes.

Selon Justin Trudeau, le chef du Parti libéral, il s'agissait de « faussetés ». Et un signe sûr que le Parti conservateur « a peur d'une vision politique qui au contraire des conservateurs appuiera la classe moyenne. »

C'est possible, à ce stade des sondages. Mais la vraie question pourrait bien être de savoir si l'hôte perpétuel de *Jeopardy*!, le Canadien Alex Trebeck, se trouve face à une concurrence déloyale?

Une prime à la rhétorique

Démonstration en trois temps. Suivez le fil rouge.

La politique fiscale du NPD est « truffée d'erreurs », a affirmé John McCallum, le candidat libéral de Markham-Thornhill, le 12 octobre dernier.

« Le NPD a utilisé le cadre budgétaire du mois d'avril de Stephen Harper, faisant abstraction du fait que l'économie s'était détériorée depuis. Ils ont complètement ignoré la Banque du Canada et le Fonds monétaire international. Même l'ancien Directeur du budget parlementaire, Kevin Page, a qualifié de "gruyère" le cadre financier du NPD. »

Et au candidat libéral dans Honoré-Mercier, Pablo Rodriguez, de faire un deuxième pas, « Cette politique d'adopter le budget de Stephen Harper et d'éliminer le budget à tout prix ne rime à rien ».

La création d'une équivalence entre les politiques conservatrices et néo-démocrates permet à une troisième candidate libérale, Mélanie Joly du comté d'Ahuntsic-Cartierville, d'enfoncer le clou et de mener cette pirouette de rhétorique à son inévitable conclusion : « Seul Justin Trudeau propose un vrai changement ». Joli syllogisme!

Surenchère de promesses

Ça sent franchement la fin des élections. Car en plus d'attaquer leurs adversaires, les politiciens proposent en vrac leurs promesses électorales pour espérer séduire quelques indécis. C'est une véritable foire aux promesses.

Le Parti vert promet de pardonner tout prêt étudiant dépassant les 10 000 $, et de réduire les frais de scolarité pour les étudiants les moins nantis. Tout ça, et mettre sur pied un programme d'assurance-médicaments et un programme d'infrastructure de 6,4 milliards $.

Le NPD, pour sa part, veut devenir plus vert. Il investira 150 millions $ pour le développement des technologies vertes en région, et 100 millions $ dans les villages du grand Nord pour les sevrer de la consommation du diésel. Il lancera un mécanisme national de plafonnement et d'échange des droits d'émissions de carbone.

Les conservateurs veulent créer 700 000 nouveaux propriétaires de maisons et créer 1,3 millions de nouveaux emplois d'ici 2020. Et pour les protéger, ils créeront une liste formelle de gangs criminels. Et les criminels condamnés à perpétuité ne seront plus admissibles à une libération conditionnelle.

Les libéraux ont promis 380 millions $ pour les arts et la restauration du financement de Radio-Canada. Ils dépenseront trois milliards $ pour les soins de santé à domicile. Et pour remplacer l'avion de chasse désuet CF-18, ils annuleront l'achat des chasseurs F-35 et achèteront des avions moins dispendieux. Les sommes épargnées serviront à l'achat de navires qui patrouilleront l'arctique.

LES ÉLECTIONS À TROIS VOIX

| Réagissez à nos analystes en nous écrivant sur :
laliberte@laliberte.mb.ca ou www.facebook.com/LaLiberteManitoba



Michel Lagacé

La triste fin d'une campagne

Durant cette campagne de 78 jours, nous avons entendu des révélations choquantes sur la manipulation de nos institutions démocratiques par le Premier ministre et son bureau, grâce au procès Duffy. Nous avons appris que le Canada était en récession.

Nous avons vu la réaction réticente et hautement politisée du Canada face à la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Enfin, nous avons vu Stephen Harper, avec toute son impudence, faire preuve d'un opportunisme révoltant en dressant les Canadiens les uns contre les autres sur la question du port du niqab.

Stephen Harper, le premier responsable de l'unité canadienne, s'est abaissé à attaquer un groupe religieux pour faire avancer ses propres intérêts étroitement partisans. Dans une mesure désespérée de fin de campagne, les conservateurs ont choisi de jouer la carte de la peur, allant jusqu'à encourager les Canadiens à dénoncer leurs voisins s'ils les soupçonnaient de 'pratiques culturelles barbares', lire musulmanes.

Comment voter? En rejetant la peur, la haine et la manipulation politique dans notre vie publique. Car c'est l'idéal d'un Canada respectueux de la diversité et de la différence, fondé sur la primauté du droit, qui sera affirmé ou infirmé par les urnes le 19 octobre.



Raymond Hébert

Et parlons avortement...

Aux yeux de bien des gens, l'avortement reste une question importante quand il s'agit de soutenir l'un ou l'autre des partis.

Bien sûr, nous avons tous le droit de transmettre aux candidats nos opinions sur tous les sujets qui nous préoccupent durant une période électorale. Mais sur le sujet de l'avortement, c'est peine perdue.

Le Parti néo-démocrate a adopté depuis toujours une position pro-choix. Les libéraux de M. Trudeau exigent que leurs candidats appuient la ligne officiellement pro-choix de leur parti.

Il reste les conservateurs. Or Monsieur Harper a affirmé à maintes reprises au cours des dix dernières années, et durant la campagne en cours, qu'il n'avait pas l'intention de rouvrir ce débat de société.

C'est dire qu'au fond il n'y a aucune différence entre les partis sur cette question. Évidemment, on entendra de certains candidats les mots suivants : « Moi, personnellement, je suis contre l'avortement, mais… » Le « mais », c'est tout simplement un reflet du fait que, dans une société où aucune religion ne domine et où le nombre de pratiquants baisse constamment, le consensus s'est fait autour de la liberté du choix, consensus reconnu maintenant par tous les partis.



Roger Turenne

Entre la peur et l'optimisme

Vous vous souviendrez peut-être d'un temps où le NPD était en tête dans les sondages, où son château fort québécois semblait imprenable, et où personne ne parlait de niqab. D'un temps où l'on croyait que les débats des chefs allaient révéler l'immaturité du chef libéral plutôt que de lui donner l'occasion de se faire valoir.

La campagne de Monsieur Mulcair, axée essentiellement sur la notion que lui seul pouvait consolider le vote anti Harper, commence à se désagréger devant l'usurpateur Trudeau. Ce dernier offre une vision plus positive et optimiste. L'héritier de Jack Layton serait-il Justin Trudeau plutôt que Thomas Mulcair?

Les conservateurs, voyant le pouvoir leur échapper, décident d'exploiter sans vergogne le sentiment antimusulman. Monsieur Mulcair réagit de façon plutôt maladroite et sa forteresse québécoise commence à s'effondrer.

En cette dernière semaine de campagne, tout demeure fluide, imprévisible. Au-delà des promesses, des plates-formes électorales et des évènements médiatiques, le sprint final se résume en deux mots : peur vs optimisme. Peur des terroristes, peur des musulmans, peur des criminels, peur des politiques économiques des adversaires. Ou l'optimisme permettant une ouverture plus grande aux réfugiés, un gouvernement plus ouvert et moins confrontationnel. Et, surtout, un optimisme permettant un rôle plus large de l'État pour assumer nos responsabilités collectives.

Aux urnes citoyens!

Éditorial



par Bernard Bocquel
la-liberte@la-liberte.mb.ca

L'heure du bon plan approche

« S' gibt nex besser's wie a Plon » disaient les anciens de la Forêt-Noire dans leur patois plein de sagesse. Il n'y a rien de mieux qu'un plan. « Wenn einer nex esch, macht mer a onderer ». Si celui qu'on a ne vaut rien, on s'en fait un autre.

En période électorale, lorsque le peuple reprend conscience qu'il doit exercer sa souveraineté pour que respire la démocratie, LE PLAN sans cesse vanté par les chefs de partis lui permet de croire que les élections, au fond, ne se résument pas à un plébiscite entre trois prétendants au 24 Sussex Drive.

Conservateurs, néo-démocrates et libéraux répètent depuis le début du mois d'août au peuple souverain qu'il peut voter pour eux les yeux fermés. Tout bonnement parce qu'ils ont un plan. Dorénavant, il n'est plus question de programme politique, mais de plan. Pour un politicien, son plan fournit la preuve formelle qu'il est capable d'exercer le pouvoir pour le plus grand bien du pays. Le plan, voilà le sésame politique moderne.

À une époque révolue, les communistes soviétiques vantaient les mérites de leurs plans quinquennaux, la garantie d'atteindre un jour le grand soir socialiste. De nos jours capitalistes, toutes les compagnies qui vendent quelque chose : voitures, téléphones, laveuses, etc., proposent un plan de financement. Puisqu'on consomme avec un plan, il tombe sous le sens de voter pour un plan. Le plan s'avère d'autant plus la formule idéale pour convaincre l'électeur potentiel qu'on s'adresse de toute façon à lui comme à un consommateur inquiet de son pouvoir d'achat et soucieux d'acquérir de menus avantages, distillés à grands renforts de promesses ciblées.

Le Plan bleu de Stephen Harper, c'est THE plan, LE plan, protecteur par excellence, à l'image du chef qui va continuer à ne pas augmenter les taxes et à produire des budgets équilibrés. L'homme aura essayé durant 78 jours de campagne de faire oublier qu'il a accumulé des déficits dans la plupart de ses années comme Premier ministre. Peu importe que son soi-disant budget équilibré ne l'a été qu'à coups de subtilités comptables. Peu importe, car l'essentiel c'est LE plan, « un solide plan à long terme garant de prospérité, tandis que le reste du monde est plongé dans un marasme économique ». Qui voudrait changer, discréditer un si bon plan? Ses opposants, à coups de plans.

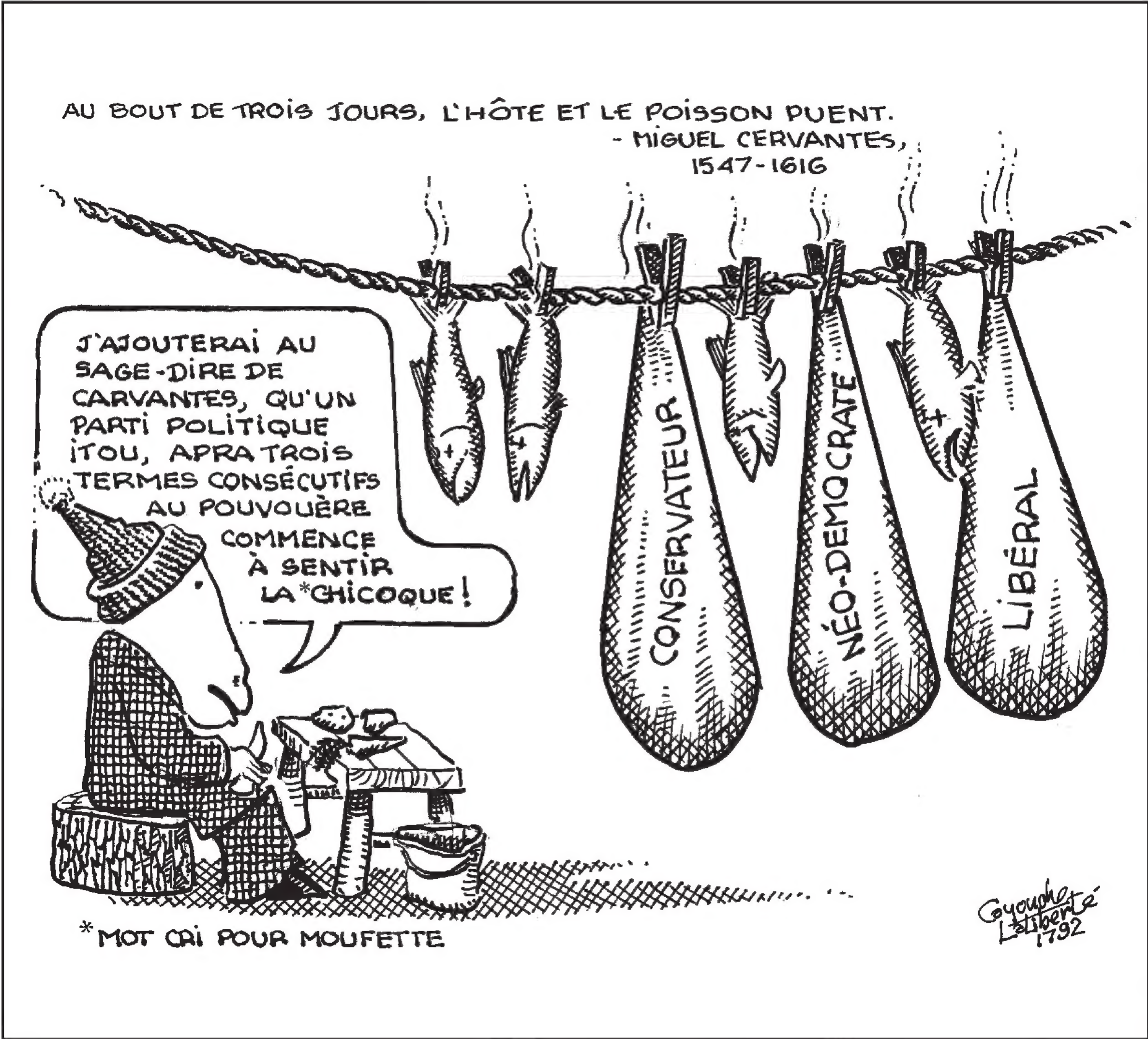
Le Plan orange de Thomas Mulcair affiche le sérieux conservateur, la même inflexible volonté d'éviter tout dérapage budgétaire. Il s'est en effet convaincu qu'il ne pourra attirer assez d'électeurs à lui qu'en leur assurant, jour après jour, qu'il réussira « à battre Stephen Harper et réparer les dommages qu'il a faits » sans dépenser plus. Pour effacer la vieille image des néos dépensiers, l'homme a jugé opportun de s'afficher plus royaliste que le plus royaliste des réformistes albertains. Mais le tassement du NPD dans les sondages trahit un décalage entre son plan et sa crédibilité à l'exécuter. Et le voilà coincé. Puisque dégainer un plan B ne ferait -justement- pas sérieux.

Le Plan rouge de Justin Trudeau, le champion d'une nébuleuse classe moyenne, c'est de proposer « un vrai plan pour changer ensemble ». Il le souligne à chaque micro qui lui est tendu : contrairement à ses deux adversaires coincés dans une orthodoxie budgétaire, son plan consiste à dépenser des sous tout de suite. Lui n'a pas peur d'encourir un déficit pour quelques années afin que le changement de politique désiré par deux tiers des Canadiens se fasse sentir d'emblée. L'homme affirme même disposer du courage nécessaire pour imposer un peu plus les plus riches. S'il faut donner quelque crédit aux plus récents sondages, sa narrative du « vrai plan ensemble » pourrait s'avérer porteuse.

Tout au long de la longue campagne électorale, les trois chefs ont utilisé à profusion un vieux truc de rhétorique : « Les Canadiens veulent ci, croient ça, pensent comme ça. » De la sorte, les prétendants à la fonction politique suprême ont tenté de suggérer au dieu électeur qu'ils détiennent la clé de son bonheur, le plan en harmonie avec ses désirs les plus profonds.

Encore quelques jours et nous saurons lequel des trois chefs a su adapter son plan à sa personnalité au point de contrer un maximum de perceptions négatives envers le parti qu'il dirige. *(Le plan vert d'Elizabeth est hors concours.)* Pour les autres, le 19 octobre au soir viendra en principe le temps de reconnaître qu'ils avaient mal lu la volonté du peuple souverain, mal jaugé l'étendue de ses peurs, faiblesses, inquiétudes; mais peut-être aussi mal soupesé ses forces, ses espoirs, sa capacité de prendre des responsabilités, sa dignité citoyenne en un mot.

Les perdants devront se mettre à la recherche d'un autre plan. Un exercice auquel ils devront procéder sans aucune honte. Au nom d'une vérité éprouvée : quand un plan, électoral par surcroît, ne fonctionne pas, on s'en patente un autre pour la prochaine fois.



À VOUS *la parole*

À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca.

Des arguments contre un Sénat élu en 5 points

Monsieur le rédacteur,

J'ai souvent répété que la voie à privilégier pour réformer le Sénat est de nommer des sénateurs de manière non-partisane, en fonction de leurs compétences, leurs expériences, et du besoin du Sénat de refléter la diversité canadienne.

Plusieurs, cependant, croient que la solution passe par l'élection des sénateurs. Le Canada étant un pays démocratique, disent-ils, il est tout à fait naturel que tous les parlementaires, incluant les sénateurs, soient élus. Est-ce la bonne voie pour aller de l'avant? Analysons la question en fonction de la raison d'être du Sénat.

1. Un Sénat moins partisan

La critique récurrente au sujet du Sénat concerne la partisannerie qu'on y retrouve. Plusieurs – et je fais partie de ce groupe – croient que le Sénat doit accomplir son rôle de représentation des régions et des minorités ainsi que son rôle d'enquête et d'étude législative, sans calcul électoral ou partisan.

L'ambiance au Sénat, entendons-nous bien, est moins partisane que celle que l'on retrouve à la Chambre des communes. Un Sénat élu ne risque-t-il pas de renverser cette tendance plutôt que de la renforcer?

Un Sénat élu serait l'équivalent d'une deuxième Chambre des communes. Que faire en cas de désaccord entre les deux Chambres? La pratique actuelle prévoit que le Sénat peut amender ou bloquer certains projets de loi, tout en respectant la volonté des représentants élus du peuple, une fois celle-ci bien exprimée. Sommes-nous prêts à introduire, au sein du Parlement, des blocages législatifs récurrents entre deux Chambres qui revendiquent une même légitimité électorale? Ce serait un tout autre niveau de calculs partisans qui serait introduit au Parlement, et ceci détruirait l'équilibre qui existe présentement entre les deux Chambres.

2. Un Sénat plus représentatif des minorités

Le Canada a toujours du chemin à faire afin de rendre le Parlement plus représentatif de la diversité canadienne. Or, les femmes, les Aautochtones, les communautés de langue officielle en situation minoritaire et les communautés culturelles, par l'entremise du processus de nomination, jouissent d'une meilleure représentation au Sénat qu'à la Chambre des communes.

La Cour suprême du Canada a récemment expliqué qu' « *Avec le temps, le Sénat en est aussi venu à représenter divers groupes sous-représentés à la Chambre des communes. Il a servi de tribune aux femmes, ainsi qu'à des groupes ethniques, religieux, linguistiques et autochtones auxquels le processus démocratique populaire n'avait pas toujours donné une opportunité réelle de faire valoir leurs opinions.* »

Renforçons-nous réellement la démocratie canadienne en privant de leur présence au Parlement les groupes vulnérables et exclus ?

3. Une meilleure étude des projets de loi

L'étude des projets de loi à la Chambre des communes doit tenir compte des intérêts électoraux et partisans. Ceci n'est pas une critique : c'est le prix à payer pour assurer la gouvernance « par le peuple ». Un Sénat non-élu, formé de législateurs indépendants, peut étudier les projets de loi de façon objective, et apporter les amendements qu'il estime nécessaires. Les députés, reconnaissant l'impartialité d'une telle Chambre, pourraient alors étudier les amendements proposés. Le Parlement a tout à gagner d'une telle approche.

Qu'arriverait-il avec un Sénat élu? Les élus d'une Chambre ne feraient que substituer leurs propres calculs partisans à ceux de l'autre Chambre. Il est difficile de croire que nos lois en sortiraient plus raffinées.

4. De meilleures études sur des enjeux nationaux

Le Sénat est reconnu pour ses études et enquêtes sur des enjeux nationaux d'importance. Encore une fois, l'absence d'enjeux électoraux permet aux sénateurs d'étudier une question en regardant vers l'avenir. Sur plusieurs questions, dont par exemple la légalisation de la marijuana, les études du Sénat sont avant-gardistes, et préparent le terrain pour des modifications législatives qui viendront cinq, dix ou vingt ans plus tard.

Cette volonté d'entreprendre des études et d'en arriver à des conclusions potentiellement impopulaires peut facilement se perdre si les sénateurs doivent assurer leur propre réélection.

5. Des sénateurs qui rendent des comptes

Les scandales qui ont éclaboussé le Sénat au cours des dernières années ont souvent été évoqués pour exiger l'élection des sénateurs. Le fait d'être élu, cependant, empêche-t-il quelqu'un de violer une loi ou un règlement? Une personne intègre peut-elle si facilement perdre cette vertu une fois qu'elle est nommée à un poste? Ne faut-il pas plutôt se concentrer à choisir les bons candidats?

Le rapport du vérificateur général au sujet des dépenses des sénateurs servira de base pour resserrer les règles et augmenter la transparence. Tout sénateur qui ne respecte pas la loi ou la règlementation doit en subir les conséquences. Ceci, cependant, n'a rien à voir avec le mode de sélection des sénateurs.

L'élection des sénateurs, clairement, est loin d'être une panacée. À mon avis, elle ne ferait qu'augmenter la politique partisane au sein du Parlement et ferait perdre au Sénat les attributs qui le différencient de la Chambre des communes.

Maria Chaput, sénatrice
(Manitoba)
Le 7 octobre 2015

À VOUS *la parole*

*À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.mb.ca.***

Les arguments pour un nouveau système électoral

Monsieur le rédacteur,

En 2011, le Parti conservateur de Stephen Harper a obtenu la majorité absolue des sièges avec moins de 40 % des voix exprimées. Le PC a réussi à gagner ces élections grâce à une division du vote dans une lutte à quatre partis, sous un système électoral uninominal à majorité simple. Lors des élections de 2011, 6201 électeurs sur un total de 14 720 580 ont permis aux conservateurs de gagner dans 14 « comtés chauds » et d'obtenir ainsi la majorité. Des élections de 2006 et 2008 (gouvernements conservateurs minoritaires) à celles de 2011, il a suffi aux conservateurs d'augmenter leur proportion du vote de seulement 1,96 point (de 37,27 % à 39,62 %) pour gagner 23 sièges de plus.

Ce n'était pas la première fois qu'un parti était porté au pouvoir avec moins de 50 % des voix au Canada. Depuis la Première Guerre mondiale, en 27 élections il y a eu 16 gouvernements majoritaires, dont seulement quatre élus avec une majorité absolue des voix. Mais c'est la première fois qu'un chef de parti ayant gagné avec un si faible appui populaire a gouverné de manière presque dictatoriale, méprisant les institutions parlementaires et juridiques, affirmant sans vergogne vouloir transformer envers et contre tous le Canada selon son idéologie personnelle et prenant tous les moyens possibles pour essayer de réduire au silence ceux qui ont osé critiquer ou s'opposer à ses politiques et son mode de gouvernement : journalistes, activistes sociaux, organismes non gouvernementaux, scientifiques, mouvements de citoyens et simples citoyens.

À quelques jours des élections, nous constatons que malgré l'opposition de près de 70 % des électeurs, ce parti pourrait de nouveau gagner une majorité de sièges, et peut-être la majorité absolue, par une exploitation systématique et bien planifiée du système électoral uninominal à majorité simple. Dans les conditions actuelles, la seule façon de contrer Harper est le recours au vote stratégique dans les circonscriptions où le vote s'annonce le plus serré.

Alors que les électeurs conservateurs n'ont d'autre choix que de voter pour le PC ou d'annuler leur vote, les électeurs progressistes ont le choix entre trois partis nationaux, ce qui divise le vote progressiste. Le vote stratégique consiste à voter pour le candidat que l'on considère avoir les meilleures chances de battre le candidat conservateur. Un tel choix est un coup de dé, car les sondages nationaux et régionaux ne reflètent pas nécessairement la tendance du vote dans une circonscription donnée.

La campagne **Votons ensemble** (http://www.votonsensemble.ca/), un mouvement non-partisan de citoyens opposés aux conservateurs, a pour objectif d'aider les électeurs qui le désirent à unir leurs forces le 19 octobre pour empêcher qu'une division du vote dans les circonscriptions charnières permette à une minorité d'électeurs de reporter au pouvoir un gouvernement conservateur majoritaire. À ce jour, près de 80 000 électeurs se sont engagés à voter ensemble; la majorité dans les comtés où le vote sera le plus serré.

Certains pensent que les partis libéral et NPD devraient fusionner. Ceci ne serait pas un progrès pour la démocratie. Un système électoral équitable devrait plutôt permettre à chacun de voter selon ses propres convictions, en sachant qu'elles seront défendues à la Chambre des communes par des représentants du parti pour lequel il a voté. Depuis plusieurs années des pressions sont faites pour changer le mode de scrutin par un système de représentation proportionnelle, afin d'assurer que la composition du parlement reflète plus fidèlement la répartition des votes entre les partis : que 40 % des votes donnent 40 % des sièges. **Représentation équitable au Canada** est un mouvement citoyen non partisan qui a lancé une grande campagne en faveur d'une réforme de notre système électoral, avec comme objectif que les élections de 2105 soient les dernières sous le système uninominal à majorité simple.

De nombreuses études ont été faites qui démontrent les nombreux avantages d'un système de représentation proportionnelle, dont un rapport très étoffé de la Commission du droit du Canada sur la réforme électorale en 2004, qui a été relégué aux oubliettes. 85 % des pays de l'OCDE ont un système de représentation proportionnelle.

On a constaté que la représentation proportionnelle favorise : un taux de participation plus élevé; l'élection d'un plus grand nombre de femmes; des politiques plus consensuelles; moins de déficits budgétaires; une plus grande croissance économique; une réduction des écarts de revenu; de meilleurs programmes de protection de l'environnement (les pays avec la RP ont été les premiers à ratifier le protocole de Kyoto, alors que le Canada est le seul à s'en être retiré); une meilleure représentation des minorités; une meilleure collaboration entre les partis; un plus grand taux de satisfaction dans la démocratie. Contrairement à ce que certains craignent, il y a moins d'élections dans les pays à système proportionnel : 16 élections dans le pays avec la RP, contre 16,7 dans les pays à système uninominal entre 1945 et 1998. De plus, un système proportionnel bien conçu ne favorise pas la multiplication déraisonnable des partis.

Des sondages d'Environics sur une période de 14 ans démontrent un appui massif des Canadiens en faveur d'un système de représentation proportionnelle : le taux le plus bas est de 62 % pour les conservateurs. Le Partie Libéral, le NPD et le Parti vert se sont engagés dans leurs programmes électoraux à changer le mode de scrutin pour une forme de représentation proportionnelle, après un processus de consultation approprié, avant les prochaines élections en 2019. Aussi, la majorité de leurs candidats se sont engagés personnellement à voter en faveur d'un tel changement s'il y avait un vote libre. Il est peu probable qu'un gouvernement majoritaire conservateur fasse un tel changement. La seule proposition du PC à ce sujet est de légiférer sur la tenue obligatoire d'un référendum sur tout projet de réforme, la meilleure façon de politiser la question et de tuer la poule dans l'œuf. Or, il fait partie des pouvoirs du Parlement canadien de légiférer en matière d'élections, comme les conservateurs l'ont fait lors de leur dernier mandat.

On a constaté que la volonté de changer le système électoral diminue fortement lorsqu'un parti réussit à gagner la majorité des sièges avec le système en vigueur. Un gouvernement minoritaire résultant d'une coalition des libéraux et du NPD offrirait une belle opportunité de faire le changement. Si l'un de ces partis remporte la majorité, il sera soumis à une très forte pression pour respecter ses engagements électoraux. Pour donner votre appui à cette campagne et pour plus d'information sur la représentation proportionnelle, visitez le site http://campagne2015.fairvote.ca/home-new/

Pierre Meunier
Saint-Boniface (Manitoba)
Le 5 octobre 2015

Lettre ouverte au président-directeur général de Radio-Canada

Monsieur Hubert Lacroix,

Je suis attristé d'apprendre que notre CKSB pourrait fermer les portes au 607, rue Langevin à Saint-Boniface alors qu'il célébra son 70e anniversaire en mai 2016. C'est, comme vous le savez, un emplacement historique. Le poste s'est développé sur les ruines du premier Collège de Saint-Boniface. Le lieu fait partie du patrimoine de la communauté franco-manitobaine, qui le tient à cœur.

Évidemment, suite aux compressions budgétaires imposées sous cinq premiers ministres, il semble inévitable que la radio de Radio-Canada Manitoba doive cohabiter avec sa collègue de CBC Winnipeg, avenue Portage.

Pourtant CKSB, comme entité privée, puis comme membre de la grande famille radio-canadienne, était plus qu'une onde radiophonique. C'était aussi un lieu au cœur de la communauté franco-manitobaine.

Je suis un grand fan de CKSB depuis mon enfance. Je suis né en 1950, l'année de la grande inondation. À la maison, la famille écoutait le poste français 24/7. En priorité, bien sûr, le chapelet après le souper; tout le monde à genoux. Le *Ranch 1250* les samedis après-midi et l'émission des jeunes, *Tous les garçons, les filles* animée avec dynamisme par Christian Leroy.

Après l'école, je suivais l'émission *Mon oncle Léo*. Un jour, mon oncle Léo (Brodeur) invite tous les gamins à venir le visiter dans son studio, rue Langevin. Ainsi, à l'âge de cinq ans, j'ai mis les pieds pour la première fois au 607, rue Langevin. Je me suis trouvé en ondes avec mon oncle Léo pendant un bon cinq minutes. Sur le coup, j'ai pris le goût du micro.

Plus tard, j'ai été pigiste; d'abord à CBC Radio, par la suite à CKSB.

Au cours des années 1980, j'ai mis sur pied le CKSB Folk Band - qui allait longtemps divertir le public les veilles de Noël, et qui s'est même produit devant Pierre Juneau, un de vos prédécesseurs à la tête de Radio-Canada, lors de sa tournée de retraite.

Tenant donc à cœur le lieu tout autant que le poste, permettez-moi, M. le président-directeur général, de vous suggérer ce qui suit :

a) Si vous devez quitter le 607, rue Langevin, ne le faites pas comme un voleur dans la nuit. Pour fêter 70 ans de radio francophone au 607, Langevin, organisez un bon *bye-bye*. Invitez les anciens et anciennes à venir témoigner à micro ouvert et faites-en une petite fête, poutine et *hot-dogs*!

b) CKSB a été lancé en 1946 à coups de 25 cents et de piastres contribués par la communauté. Lorsque la Société Radio-Canada a acquis le poste en 1973, le conseil d'administration de CKSB a créé, avec ces revenus, la Fondation Radio Saint-Boniface, qui s'est plus tard amalgamée à Francofonds, organisme subventionnaire au service de la société francophone du Manitoba. Je crois que tout revenu généré par la vente de l'édifice patrimonial devrait demeurer dans la communauté afin de compenser la perte d'une présence physique à Saint-Boniface, devenue simplement présence virtuelle à Winnipeg.

Je vous suggère fortement de placer cette somme dans un fonds chez Francofonds. Dans un fonds qui pourrait reconnaître un ou des piliers de la radio francophone au Manitoba. Par exemple, le Fonds Radio-Canada Christian Leroy pour reconnaître un animateur de CKSB qui mérite son heure au soleil.

Comme CKSB tout au cours de son existence, cet homme a encouragé le développement culturel et médiatique de la communauté, au cœur même de Saint-Boniface. Ce que la SRC pourrait continuer à faire, année après année, par l'entremise de Francofonds.

M. le président-directeur général, si jamais vous venez à Saint-Boniface, j'aimerais bien vous rencontrer. J'ai des idées.

Merci et Meegwetch,

Léo Dufault
Le 4 octobre 2015

cc : *La Liberté*
Winnipeg Free Press
Élus et non-élus

À VOUS *la parole*

À vous la parole est une nouvelle rubrique sur notre site Web. Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca.

Appel à la tolérance pour le niqab

Monsieur le rédacteur,

Je suis la maman de Safira (Merriman), une musulmane dont les médias nationaux ont récemment parlé, et la grand-maman de cinq petits-enfants, eux aussi musulmans. Je les aime de tout mon cœur! Même si ma fille a été élevée dans une religion dite chrétienne, il y a quelques années, elle a fait un choix délibéré et s'est convertie à l'Islam.

Depuis un an, Safira porte le niqab. Qu'elle ait choisi cette religion reflète sa personnalité, son indépendance d'esprit, ses valeurs et m'inspire beaucoup de respect pour ses choix personnels.

Lorsque je me suis rendue à son mariage, j'ai agi comme toutes les mamans, je l'ai aidée à épingler son hijab, au lieu du voile traditionnel des mariées. Depuis qu'elle s'est convertie à l'Islam, on me pose des questions. Et encore plus depuis qu'elle porte le niqab. La plus courante : pourquoi est-ce que tu la laisses faire? Ma réponse est toujours la même : elle est une femme forte et indépendante. Dès son jeune âge, elle a été encouragée à l'être. Elle sait ce qu'elle fait.

Je l'avoue, la première fois que je l'ai vue vêtue du niqab, j'étais surprise, peut-être même un peu mal à l'aise, à cause de mon ignorance au sujet de cette religion. Mais mes craintes ont vite disparu lorsque je me suis rendue compte qu'en dessous de ce voile rayonnait l'esprit taquin de ma fille, son indépendance et, oui, sa beauté!

Pourtant, depuis quelque temps j'éprouve une certaine crainte. Il ne se passe pas un jour sans entendre parler du « problème du niqab ». Et ce « problème » me ramène à prier pour la protection de ma fille et de mes petits-enfants, qui, en poursuivant leur foi, choisissent de se convertir et de le laisser savoir au reste du monde. Dans certains milieux, ce choix dérange.

Pourtant, ni ma fille, ni moi, nous n'avons changé. Ma fille est toujours là. Voilée ou non, nous sommes encore complices. Lorsque nous sommes ensemble, nous avons toujours le fou rire, la même entente, le même souci des enfants et des autres.

Safira a choisi de vivre de façon différente, mais elle fait toujours partie de la société canadienne. Elle travaille, elle paie ses impôts, elle respecte les lois de son pays et de ses ancêtres, elle vote. En quelques mots, elle est comme vous et moi. La seule différence, s'il y en a une, est qu'elle porte un niqab.

Et c'est à cause de cette différence que Safira a été agressée en public, à Toronto, dans un centre d'achats, devant deux de ses filles. Elle a porté plainte auprès de la police et les médias se sont emparés de cette histoire. Ce qui nous bouleverse le plus, c'est que ses filles ont été les témoins de ce geste. Quel exemple de civilité et de tolérance à donner, et quels souvenirs à placer dans leur cœur!

Comme grand-maman, comme maman, je n'ai qu'un souhait : que ce climat d'intolérance cesse. Que les gens soient plus sensibles au fait que sous ce voile il y a une femme, avec une famille; une femme qui vit sa vie en ayant fait son choix. Sous ce voile, il y a la fille d'une maman, l'épouse, la sœur, la cousine, l'amie. Si vous êtes curieux, si vous ne comprenez pas sa foi, son choix, alors posez-lui la question!

Lucienne Châteauneuf
Winnipeg (Manitoba)
Le 7 octobre 2015

Voter pour mieux vivre en français

Monsieur le rédacteur,

Lundi prochain, partout au pays, des millions de Canadiens et de Canadiennes vont se rendre au bureau de vote. Ensemble, nous prendrons une décision très importante pour notre avenir.

Je vous demande personnellement, à chacun et chacune d'entre vous, de faire partie de ces millions de personnes qui feront entendre leur voix. Le jour du vote, c'est votre journée!

Votre vie quotidienne est affectée par les décisions de nos gouvernements. C'est vrai pour l'économie, la culture, la santé, l'éducation et l'environnement, c'est aussi vrai pour la francophonie. Qu'est-ce que les partis sont prêts à faire pour que vous et votre famille puissiez mieux vivre en français? Au cours de la campagne, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada s'est employée à vous aider à répondre à cette question. Je vous invite à visiter notre site www.fcfa/elections pour en savoir plus sur les positions des partis à cet égard.

Pendant la campagne, on a beaucoup entendu et vu les chefs des partis. Pourtant, les vraies vedettes, c'est vous. C'est votre vote qui compte, c'est votre voix qui doit se faire entendre, c'est votre moment.

Le 19 octobre, votre voix s'ajoutera à celles de tous les Canadiens et toutes les Canadiennes pour dire à ceux et celles qui veulent vous représenter ce qui compte pour vous, pour le bien-être de vos familles et de votre communauté, pour mieux vivre en français.

C'est le temps d'aller voter. Je compte sur vous pour vous faire entendre, parce que tous ensemble, nous comptons.

Sylviane Lanthier
Présidente, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
Le 8 octobre 2015

Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante.

TRIBUNE LIBRE

La démocratie a besoin de jeunes qui osent


photo : Gracieuseté Claire Paetkau

JUSTIN JOHNSON
Président du Conseil jeunesse provincial et étudiant en maîtrise à l'Université de Winnipeg dans le programme de gouvernance autochtone

Quel est le rôle et la place des jeunes en démocratie? La question mérite une réflexion. Elle est d'autant plus pertinente et nécessaire aujourd'hui, en plein cœur d'un exercice démocratique. Or, un exercice démocratique demande une action démocratique. Mais laquelle? La démocratie canadienne se limite-t-elle au vote démocratique? Faut-il agir au-delà du vote démocratique pour (sur)vivre en démocratie?

En février 2015, lors du *Forum jeunesse pancanadien* à Winnipeg, les jeunes de la francophonie canadienne se sont réunis sous le thème: « Le rôle et la place des jeunes en démocratie ». De par ce rassemblement, de par nos réflexions posées, nous, les jeunes, avons compris ce que peut être notre rôle et notre place en démocratie. Il faut se faire entendre haut et fort en démocratie. Il faut passer à l'action avec conviction en démocratie. Il faut oser avec vision en démocratie. **Il faut prendre notre place, toute notre place, et rien que notre place.**

La démocratie ne nous demande pas *pour qui voter*. La démocratie nous demande *pour quoi voter*. La démocratie a besoin de jeunes qui osent questionner, critiquer, revendiquer, collaborer, partager, s'engager, et s'investir.

C'est pourquoi la jeunesse de la francophonie canadienne a l'avenir du Canada à coeur. À l'aide d'une démarche de concertation étalée sur plusieurs mois, les jeunes se sont prononcés et ont affirmé *pour quoi voter*. Ce processus nous a permis d'articuler une vision d'un Canada meilleur, qui nous ressemble et qui nous rassemble - la Plateforme « PAR et POUR LES JEUNES ».

Pour quoi voter? Pour un Canada où tous ont accès à une éducation postsecondaire de qualité, offerte en français. Et ce, partout au pays. Pour un Canada qui renforce l'économie tout en respectant l'environnement. Pour un Canada où la jeunesse bénéficie d'un accès accru aux emplois de qualité et aux occasions de formation par une stratégie sur l'employabilité des jeunes renforcée.

Au plan de l'éducation, il faut souligner que l'accès à une éducation postsecondaire en français demeure largement inégal d'une région à l'autre au pays. Et la gamme de programmes offerts à l'heure actuelle ne répond pas pleinement aux besoins et aux ambitions de la jeunesse francophone. Les jeunes sont trop souvent appelés à quitter leur patelin et à traverser le continent afin de pouvoir accéder au programme de leur choix, si celui-ci est même offert en français.

Une part importante des diplômés au Canada ne poursuit pas des études postsecondaires en français. Le manque d'accès pancanadien à l'éducation postsecondaire en français contribue directement à l'exode de la jeunesse qui vide nos communautés. La vérité, c'est que l'avenir et l'essor de la jeunesse francophone partout au pays ne sera assuré que lorsque la francophonie canadienne disposera d'institutions et de programmes qui répondront pleinement à ses besoins, et qui offriront l'équivalence réelle pour les étudiants, là où ils résident dans la francophonie canadienne.

Au chapitre de l'employabilité des jeunes, il importe de constater qu'au fil des ans, des centaines de milliers de jeunes Canadiens et Canadiennes ont déniché une première expérience professionnelle sur le marché du travail grâce à la *Stratégie emploi jeunesse*. De fait, précisément 49 748 jeunes ont bénéficié de la Stratégie en 2014.

Or, l'année dernière, plusieurs millions de dollars qui devaient être octroyés à l'aide de la Stratégie n'ont pas été dépensés, mais réaffectés pour présenter un budget équilibré en 2015. Nous invitons le gouvernement à ne pas économiser sur le dos de la jeunesse, mais plutôt à reconnaître les nombreux bienfaits d'un programme qui marche déjà bien, et qui a le potentiel de générer davantage de retombées, à condition d'être mieux soutenu.

Doubler l'investissement dans la Stratégie permettrait, notamment, de prolonger la durée des postes ouverts aux jeunes, de sorte qu'il ne s'agisse plus uniquement d'emplois d'été, mais d'emplois plus stables et plus durables.

En conclusion, une chose est claire : la jeunesse canadienne-française est non seulement l'avenir, mais le présent de ce pays. Le 19 octobre prochain, elle ne manquera pas la chance de se faire entendre. Et vous?

La soirée électorale sera jeune

L'invitation lancée pour assister au débat télévisé en français des cinq chefs ayant connu un franc succès, ses organisateurs ont décidé de récidiver pour la grande soirée électorale de lundi prochain.

Ainsi le Conseil jeunesse provincial, l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface et le Service d'animation culturelle de l'USB invitent tout le monde à se rencontrer dès 20h au Centre étudiant pour vivre les résultats en direct sur plusieurs écrans.

Comme le précédent rassemblement, la soirée électorale est placée sous le signe des 3 P: popcorn, pizza et politique. Une animation a été planifiée. Des surprises seront aussi au programme.

THÉ ET CAFÉ

Aline et Louis Legal

65e anniversaire de mariage

Célébrations
le samedi 24 octobre 2015
de 14 h à 16 h

Salle Marguerite
Villa Youville
Saint-Anne (Mantioba)



LE DÉFI D'IMMIGRER

Le Manitoba comme porte d'entrée pour immigrer au Canada

Une jeune canadienne originaire du Bangladesh offre à son époux et sa belle-famille une opportunité de s'installer et vivre au Canada.



Belinda AVIA

presse1@la-liberte.mb.ca

Nazmun Nahar, conseillère en finances à la succursale de la Banque Nationale à Saint-Boniface, a choisi de s'installer à Winnipeg avec son époux Ripon pour faire immigrer sa belle-famille au Canada.

Née à Montréal, de parents immigrants du Bangladesh, la jeune femme a vécu et fait ses études dans la province de Québec, où elle a obtenu un baccalauréat en Psychologie à l'Université McGill.

C'est à l'âge de 19 ans qu'elle est allée pour la première fois dans son pays d'origine, le Bangladesh, et en a profité pour se marier. « Avec le mariage, il devenait plus facile pour moi de parrainer mon mari pour qu'il vienne aussi au Canada compléter ses études et travailler. »

Le jeune couple a choisi de quitter le Québec pour s'installer au Manitoba pour une seule raison : « Je suis venue au Manitoba en janvier 2014. La vraie raison, c'est de permettre à mon mari de parrainer à son tour son frère et sa sœur grâce au programme des candidats de Province (PCP) du Manitoba.

« C'est vrai que les autres provinces du Canada offrent aussi un programme de parrainage pour les grands-parents et les enfants mineurs. Mais, comme mon beau-frère et ma belle-sœur ont plus de 18 ans, on n'aurait pas eu vraiment la chance de réussir leur immigration, notamment au Québec.

Avec le Manitoba, les choses sont différentes. Et si tout va bien, on pourra accueillir la belle-famille d'ici un an. Pour l'instant, les dossiers sont en cours et cela prend un peu plus de temps que d'habitude. Apparemment le Manitoba reçoit ces derniers temps énormément de dossiers. Peut-être qu'on est arrivé un peu tard? »

Même si elle ne se projette pas dans l'avenir au Manitoba, Nazmun Nahar compte du moins y rester jusqu'à ce que le dossier de parrainage soit complété.

À 26 ans, la jeune Canadienne est déjà pleine d'ambitions. Sa carrière vient de décoller à la Banque Nationale et elle compte fonder une famille plus tard. Aussi, avec son mari Ripon, elle envisage entreprendre des affaires dans l'immobilier.

Même si elle ne l'avoue pas directement, le choix n'a pas été facile pour l'ex-Québécoise de quitter sa famille et ses amis pour s'installer à Winnipeg.

« Comparé à Montréal où j'ai toujours vécu, c'est différent de vivre à Winnipeg. Je ne dirais pas que je ne l'aime pas, cette province. Mais c'est juste une nouvelle expérience pour moi. Je ne peux pas dire que dans le futur je serai toujours ici. Cela ne sert à rien de dire que c'est plus ennuyeux de vivre ici plutôt qu'à Montréal. Il y a beaucoup de choses à découvrir au Manitoba aussi. Il suffit juste de chercher et d'identifier ses points d'intérêts.

« Une autre raison qui nous a poussés à sortir du Québec, c'est que mon conjoint ne parle pas le français. Et d'une manière ou d'une autre, on serait parti dans une province anglophone comme l'Ontario pour lui donner plus d'opportunités de monter son entreprise personnelle dans la restauration ou dans la construction.

L'expérience d'immigration au Canada varie d'une personne à une autre. La jeune conseillère en finances, pour sa part, ne se considère pas comme immigrante. Son sentiment d'attachement à la terre canadienne est plus fort. « Je suis canadienne, même si je viens d'une famille qui a immigré du Bangladesh. Je suis née à Montréal et j'ai vécu une bonne expérience sur tous les plans dans la communauté québécoise. »



photo : Belinda Avia

Nazmun Nahar, conseillère en finances à la Banque Nationale de Winnipeg.

Foulard : au-delà des préjugés

Même si elle a toujours bien vécu son expérience de fille d'immigrants, Nazmun Nahar dénonce quelques attitudes qui lui semblent inappropriées.

« En général, mes expériences sont bonnes. J'ai toujours été bien traitée à l'école à Montréal et partout ailleurs dans la société. C'est quand j'ai commencé à porter mon foulard à l'âge de 21 ans que les regards envers moi ont changé. Les commentaires ne manquent pas non plus. Mais il faut voir au-delà de ces préjugés.

« Malgré mon foulard, je réussis toujours à décrocher de bons emplois. En tant qu'immigrants au Canada, nous avons le devoir de nous intégrer à la culture d'ici et nous ajuster, s'il le faut et ce dans une certaine mesure. C'est ce que mon mari et moi faisons. Mais en même temps, nous avons aussi le droit de garder certains aspects de notre culture. Et il faut que les autres le respectent. »



ÉLECTIONS FÉDÉRALES **2015**

L'EXPERTISE DE THIERRY LAPOINTE, PROFESSEUR EN SCIENCE POLITIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-BONIFACE

Le Canada face aux enjeux mondiaux

Thierry Lapointe est spécialiste des enjeux en politique internationale. Le professeur envisage ce domaine sous une optique pluridisciplinaire, en y apportant des perspectives puisées dans l'histoire, le droit international et la pensée politique. Récemment, il s'est penché sur la mondialisation, la sécurité et la lutte contre le terrorisme. À son avis, la politique étrangère s'est à quelques reprises invitée dans la campagne électorale.



Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, rares ont été les élections où la politique internationale a été un enjeu électoral. La dernière fois que cela s'est produit c'était en 1988, alors que le Traité de libre-échange avec les États-Unis était au cœur de la campagne électorale. Présentement, le système mondial est traversé par d'importantes crises, géopolitiques et économiques, qui ont des répercussions, quoique inégales, sur l'ensemble des États. Ce contexte suscite donc un questionnement concernant le rôle, ainsi que les stratégies d'engagement que le Canada devrait privilégier pour répondre à ce contexte d'instabilité systémique.

Quelle est l'importance de la sécurité pour les partis politiques et les électeurs?

Le Parti conservateur (PC) mise, voire cherche à l'amplifier, sur le sentiment d'insécurité des Canadiens face à ce qui est caractérisé comme la menace du fondamentalisme religieux (musulman) et des groupes terroristes qui s'en revendiquent. Le PC se donne l'image du parti le mieux apte à assurer la sécurité des citoyens contre ce type de menace.

Les mesures anti-terroristes sur le plan intérieur, la loi C-51 par exemple, et le déploiement des forces militaires dans des missions offensives à l'étranger, pensons à l'Afghanistan, la Libye, l'Irak ou la Syrie, sont présentées comme autant d'actions allant en ce sens. Le PC cherche ainsi, sur le plan domestique et international, à orienter le Canada vers une posture ouvertement militariste. D'un point de vue de stratégie électorale, ce type d'enjeu peut avoir des effets mobilisateurs pour la base militante du parti. Mais les effets d'un tel réalignement sont profonds pour les citoyens canadiens, car il entraîne une modification importante de l'ordre des priorités gouvernementales en matière d'investissements. Les dépenses sociales sont ainsi reléguées en arrière-plan au profit d'investissements dans les infrastructures sécuritaires et le matériel militaire.



photo : Daniel Bahuaud

Thierry Lapointe, professeur à l'Université de Saint-Boniface.

Quant au Parti libéral (PL) et au Parti néo-démocrate (NPD), ils cherchent à préserver l'image mythique à laquelle est encore attachée une majorité de Canadiens, à savoir celle d'un Canada vu comme une puissance moyenne aux visées altruistes, royaume pacifique par excellence et défenseur du droit et de la paix internationale. L'image du casque bleu canadien est ainsi le symbole valorisé. Ces deux partis se battent donc plus ou moins sur le même terrain pour séduire ce segment important de l'électorat. Pour les Canadiens encore fortement attachés aux valeurs telles la compassion, l'entraide, le respect des droits et des libertés, etc., les politiques menées et la posture adoptée récemment par le gouvernement Harper en réponse à la crise des réfugiés syriens peuvent prendre un rôle relativement important dans ces élections.

La question de la sécurité internationale a été soulevée à plusieurs reprises durant la campagne électorale. La lutte contre le terrorisme est-elle envisagée de manière réaliste par les partis politiques?

Le terrorisme est une stratégie d'action politique. De manière réaliste, on ne peut combattre un moyen d'action qui peut être, après tout, utilisé par des groupes politiques, aux horizons aussi divers soient-ils. Si l'on accepte le discours de la classe politique canadienne (et américaine), cette guerre contre le terrorisme devrait avoir, d'un point de vue logique, une durée indéterminée et une portée infinie. Ceci ne m'apparait donc pas réaliste.

Ensuite, les discours et débats portant sur les moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des Canadiens sont particulièrement réducteurs, en ce sens qu'ils mettent essentiellement l'accent sur l'une des manifestations, parmi une panoplie, de l'insécurité. En fait, ils amplifient l'importance de ce type d'insécurité (terroriste) et gardent dans l'ombre d'autres manifestations qui frappent quotidiennement des groupes sociaux déjà marginalisés.

Les femmes, et notamment les femmes autochtones, sont davantage sujettes à des formes d'insécurité liées à la violence domestique. Les communautés autochtones, comme celle de Shoal Lake, sont particulièrement frappées par les formes d'insécurité liées au manque d'accès à l'eau potable et à des aliments sains. De manière plus générale, les plus démunis sont quotidiennement aux prises avec des formes d'insécurité qui ont des effets directs sur leur santé et leur espérance de vie. Pourtant, ces formes d'insécurités socioéconomiques demeurent, au mieux, des enjeux électoraux d'arrière-plan.

Finalement, il serait sans doute opportun de souligner que les mesures anti-terroristes peuvent générer, paradoxalement, leur lot d'insécurité. C'est la sécurité des individus de pouvoir jouir de leur droit à la vie privée, leur droit de manifester publiquement et pacifiquement dans l'espace public contre les mesures gouvernementales qui sont fondamentalement remis en cause. Cette dérive sécuritaire menace fondamentalement les principes de l'État de droit et le respect des droits individuels et collectifs, nécessaires à une démocratie libérale.

Le gouvernement Harper a signé plusieurs ententes commerciales internationales. Les retombées ont-elles été positives? Ou y a-t-il des aspects moins favorables dont il faut être conscient? Que penser du récent Partenariat Trans-Pacifique, ou encore de l'entente économique que le Canada cherche à établir avec l'Union européenne?

Depuis l'échec des négociations multilatérales visant à créer une Zone de libre-échange des Amériques et celles portant sur l'Accord multilatéral sur les investissements, le Canada cherche à procéder de manière progressive à des négociations commerciales avec des pays d'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est, les soi-disant pays émergents. Plusieurs de ces pays sont des endroits où les droits humains sont bafoués, notamment en matière de droit du travail.

Cela dit, il faut souligner que ces ententes sont bien plus que de simples traités de libéralisation des échanges. Elles comportent toutes des clauses de protection des investissements (et de la propriété intellectuelle) qui, essentiellement, cherchent à protéger les investisseurs contre des pertes (réelles ou anticipées) de leurs profits liées aux modifications du cadre règlementaire ou législatif initiées par les gouvernements.

Si ces accords ont particulièrement été avantageux pour les entreprises multinationales canadiennes en renforçant leur mobilité et en accroissant la profitabilité de leurs investissements, elles ont eu des conséquences sociales et politiques notables.

Comme le soulignait Joseph Stiglitz, récipiendaire du prix Nobel d'économie, au sujet du Partenariat Trans-Pacifique (PTP) et d'autres accords du même ordre, il s'agit de restreindre la capacité de futurs gouvernements démocratiquement élus de pouvoir mettre en place de nouvelles formes de régulation en matière environnementale, de soins de santé et financière.

Par exemple, le PTP renforcera la propriété intellectuelle des détenteurs de brevets pharmaceutiques. Cela est certainement une bonne chose pour les entreprises canadiennes.

Cependant, cela aura un effet important sur le prix des médicaments et créera des pressions supplémentaires sur notre système de santé public, qui subit depuis les années 1990 la double pression du vieillissement de la population et d'un sous-financement chronique.

Enfin, en renforçant la mobilité des investissements, ces accords permettent aux entreprises canadiennes et étrangères qui œuvrent au sein de nos frontières de délocaliser leurs opérations au profit des zones où les coûts de production et de main-d'œuvre sont moindres.

Encore une fois, nos entreprises peuvent sortir gagnantes de tels accords, mais c'est la sécurité d'emploi et les niveaux de rémunération des travailleurs canadiens qui peuvent être affectés dans ce contexte. Le PTP affectera notamment les travailleurs du secteur de l'automobile, sans parler des producteurs d'œufs, de volaille et de lait.

Il s'agit d'enjeux fondamentaux qui dépassent simplement les opportunités d'investissements et les gains potentiels pour les entreprises canadiennes.

LE CANADA SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Une réputation dégradée?

Selon certains partis politiques, la réputation canadienne au plan international s'est dégradée depuis l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper. Le Canada s'est-il vraiment davantage désengagé sur la scène internationale? Thierry Lapointe commente.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Thierry Lapointe, professeur de sciences politiques à l'Université de Saint-Boniface, estime que depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, le Canada a modifié ses priorités et ses engagements internationaux. En dépits des Canadiens qui sont toujours attachés aux Casques bleus et aux opérations de maintien de la paix.

« C'est au sein de certaines institutions multilatérales, notamment les Nations Unies, que la réputation canadienne peut avoir été ternie. Le revers essuyé par l'État canadien lors des élections pour l'obtention d'un siège non-permanent au conseil de sécurité des Nations Unies en 2010 représente, pour certains, le signe d'une telle détérioration. Le retrait du protocole de Kyoto et les tentatives ouvertes du gouvernement canadien de faire échouer tout compromis lors des négociations multilatérales de Copenhague en matière de lutte au changement climatique ont également suscité des critiques.

« Cela dit, on aurait tort d'interpréter cela comme le signe d'un désengagement du Canada sur la scène internationale. Le Canada a tout simplement modifié significativement les modalités de son engagement et ce mouvement, je tiens à le préciser, précède l'élection du gouvernement Harper en 2006. Bien qu'un segment encore important de la population canadienne et de la classe politique demeure encore attaché au symbole des Casques bleus et des opérations de maintien de la paix, le Canada a drastiquement réduit sa contribution en ce domaine depuis le milieu des années 1990.

« Le paradoxe est qu'au moment même où ces opérations commençaient à prendre de l'ampleur, le Canada a commencé à réduire significativement sa participation. En 2010, par exemple, 84 316 Casques bleus étaient déployés dans 15 opérations de maintien de la paix autour du globe. La contribution canadienne était de l'ordre de 56 militaires, plaçant ainsi le Canada au soixantième rang parmi 102 pays. À titre de comparaison, la contribution du Rwanda représente 63 fois celle du Canada, qui est pourtant un pays qui dispose de beaucoup plus de ressources matérielles et humaines.

« C'est notamment à partir du 11 septembre 2001 que les modalités d'engagement et les priorités de l'État canadien ont été révisées. Afin d'apaiser les craintes des États-Unis et d'assurer l'ouverture des frontières au commerce, les dépenses sécuritaires et militaires ont été significativement relevées sous la gouverne des libéraux de Jean Chrétien. Les politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés ont également été harmonisées dans une perspective continentale.

« Depuis, le Canada s'est ouvertement aligné avec son allié américain dans la soi-disant guerre globale contre le terrorisme. Ce faisant, le Canada privilégie dorénavant les missions à caractère offensif au sein des forces de l'Alliance atlantique. Bien que le PLC et le NPD demeurent attachés, d'un point de vue rhétorique, à une image qui ne correspond dorénavant plus aux réalités du moment, je doute qu'ils soient en mesure, dans l'éventualité d'une victoire électorale, de retourner en arrière. Ces changements sont d'ordre structurel et ne reflète pas simplement les préférences des partis politiques. »

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

1 600 SIGNATURES DANS SAINT-BONIFACE/SAINT-VITAL

Les AMIS de Radio-Canada s'activent aussi

Estelle Lamoureux et Walter Kleinschmit, auditeurs fidèles de Radio-Canada, militent pour que la survie du diffuseur public soit dans l'esprit des électeurs lorsqu'ils déposeront leur bulletin de vote dans l'urne.



Archives La Liberté

Walter Kleinschmit : « L'appui en faveur de la Société Radio-Canada dépasse les affiliations politiques. De nombreux partisans conservateurs nous ont indiqué qu'ils apprécient notre diffuseur public et veulent un meilleur financement pour qu'il puisse bien faire son travail. »

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

À deux semaines de la fin d'une campagne de trois mois, les AMIS de Radio-Canada de la circonscription électorale de Saint-Boniface/Saint-Vital ont présenté une pétition à trois des candidats du comté. C'était le 5 octobre dernier aux bureaux de CKSB, à Saint-Boniface.

Le document, qui comprenait 500 signatures d'électeurs de la circonscription, a été remis à la néo-démocrate Erin Selby, au libéral Daniel Vandal et au candidat vert Glenn Zaretski. Une copie a par la suite été livrée par les Amis de Radio-Canada aux bureaux du candidat conservateur François Catellier.

Les AMIS de Radio-Canada sont un organisme à but non lucratif qui défend et promeut la production audiovisuelle canadienne. L'organisme mène depuis bien avant le déclenchement des élections une campagne de sensibilisation sur l'importance du diffuseur public.

Pour Estelle Lamoureux, l'une des organisatrices de la campagne à Winnipeg, la remise de la pétition s'avère « un gros pas dans la bonne direction ».

« En plus des 500 signatures écrites, on en a obtenues beaucoup d'autres en ligne, au site Internet des Amis de Radio-Canada (www.amisderadiocanada.org). En tout, nous avons obtenu l'appui de 1 600 électeurs de Saint-Boniface/Saint-Vital. Notre objectif est de restaurer le financement de Radio-Canada, pour que le diffuseur puisse continuer convenablement sa programmation.

« On est conscient que des changements se sont opérés et continuent d'avoir lieu dans le monde des médias. Mais nous voulons un diffuseur public de qualité, fiable et capable de faire son travail avec efficacité. De plus, on veut que les directeurs de la SRC ne soient pas des gens soumis au parti politique au pouvoir. Ils devraient être des agents libres, indépendants. »

Walter Kleinschmit, également organisateur de la campagne de soutien pour le diffuseur public, déplore lui aussi « le piètre état financier de la SRC ».

« Mais je demeure optimiste. La pétition a circulé à divers endroits, comme au centre d'achats de Saint-Vital et à l'Université de Saint-Boniface. On a avancé notre point de vue d'une manière respectueuse qui fait réfléchir le public. Et on espère qu'il en va de même pour les partis politiques.

« Notre travail de sensibilisation, on va continuer de le faire. Pour réaliser nos buts, on a déjà livré au-delà de 300 affiches qui soulignent l'importance, comme enjeu électoral, de la survie de Radio-Canada. Et notre équipe locale contactera chaque signataire pour les encourager d'aller voter le 19 octobre prochain. »



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

SAINT-BONIFACE/SAINT-VITAL : LA COURSE S'INTENSIFIE

Ultime poussée d'adrénaline politique

Dans une campagne électorale fédérale où rien n'est à tenir pour acquis, les quatre candidats dans Saint-Boniface/Saint-Vital, qui voient approcher à grands pas le 19 octobre, se livrent à un dernier sprint pour rejoindre un maximum d'électeurs.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Lorsqu'il s'est lancé dans la course électorale, François Catellier, le candidat du Parti conservateur, était bien moins connu que la députée et ministre Shelly Glover, à qui il souhaite succéder. Aujourd'hui, il évoque avec confiance « l'effet Catellier ».

« Plus la campagne avance, plus on vient à me connaître. En faisant du porte-à-porte, les gens se rendent compte qu'il y a un francophone, un gars de chez nous, qui se présente pour les conservateurs. Dans le Vieux Saint-Boniface, on découvre un ancien du Collège Saint-Boniface. On s'aperçoit que ce ne sont pas seulement les libéraux qui ont un candidat bilingue. Pour une personne profondément franco-phone comme moi, ça fait chaud au cœur.

« Avant tout, ce que j'entends en rencontrant les électeurs, c'est qu'ils sont nerveux au sujet de l'économie. Ils ne veulent pas voir augmenter les taxes. Ils veulent un gouvernement qui assurera une bonne gestion fiscale. Et puis ils veulent prendre leurs propres décisions sur leurs économies. Je suis d'accord avec eux. Les Canadiens sont les mieux positionnés pour décider comment prendre soin de leur propre argent.



François Catellier.



photos : Daniel Bahuaud

Erin Selby.



Daniel Vandal.



photos : Daniel Bahuaud

Glenn Zaretski.

« C'est ça mon message clé. Aux indécis, je rappelle que le Parti conservateur veut une économie forte et des taxes plus basses. Le choix est clair. C'est notre parti qui vous donnera la liberté de choisir comment est dépensé votre argent. »

Erin Selby, la candidate néo-démocrate, affirme ne pas avoir un ultime message crucial à livrer. « J'écoute les électeurs que je rencontre. Ce que j'entends le plus, c'est qu'ils sont mécontents du gouvernement Harper. Ils veulent du changement. Riches ou pauvres, les électeurs veulent assurer un meilleur avenir pour leurs familles. Ils veulent que leurs enfants aient une bonne éducation et un bon emploi. Ils s'inquiètent des coupures effectuées par Ottawa, qui affectent les soins de santé au Manitoba.

« Bien sûr, certains ne savent pas s'ils devraient voter pour les libéraux ou pour les néo-démocrates. Je leur rappelle qu'un changement réel ne se fera qu'avec le NPD, puisque le Parti libéral est plus à la droite que ses leaders ne le prétendent. »

Une analyse que Daniel Vandal, le candidat libéral, ne partage évidemment pas. L'ancien conseiller municipal croit que « les électeurs n'apprécient pas le ton négatif des conservateurs, voire même des néos ». « Beaucoup me disent qu'ils ont voté pour les conservateurs à deux reprises, mais qu'ils en ont ras le bol. Les gens veulent un message positif qui remet le focus sur une vision constructive du pays. Ils veulent un gouvernement qui travaille pour le Canada, pas contre un adversaire.

« Je ne prends rien pour acquis. Je continue mon porte-à-porte. C'est la période la plus intense et intensive de la campagne. Alors je rappelle aux électeurs que j'ai l'expérience nécessaire. Je sais prendre des positions fortes sur des enjeux importants. Et c'est pour ça que je vais représenter les résidents de la circonscription. »

Glenn Zaretksi, le candidat du Parti vert, affiche lui aussi sa détermination en cette fin de campagne. « J'intensifie mon porte-à-porte. Plus que jamais, on me parle de notre leader, Elizabeth May. Ensemble, on parle de l'environnement et de l'importance de sensibiliser davantage le gouvernement sur l'économie et l'écologisme, qui vont de pair. »



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

Quand un peu de Saint-Boniface se mêle de Montréal

Le Manitoba est une province relativement négligée lors des élections fédérales. Il n'y a que 14 sièges en jeu. Le Québec, au contraire, est la seconde plus grande province en termes de sièges, avec 78 sièges en jeu. Seul l'Ontario en a plus, avec 121 sièges. Quel rôle, donc, pour les Manitobains dans ces élections?

Gavin BOUTROY

Collaboration spéciale

À l'occasion de ces élections, Martin Gautron, un Franco-Manitobain, se retrouve en plein dans le feu de l'action, en tant qu'organisateur du Parti néo-démocrate pour l'Île de Montréal. Son trajet, de Saint-Boniface à Montréal, se résume en trois étapes.

1. Je revendique et je proteste énergiquement

« Après le secondaire, je me suis impliqué avec le Conseil jeunesse provincial (CJP). Mon intention était d'embarquer des gens au niveau politique. Je voyais le CJP comme un outil pour impliquer les jeunes dans la conversation de la communauté franco-manitobaine. »

Le jeune Martin Gautron a également participé au Parlement jeunesse franco-manitobain (PJFM), au Parlement franco-canadien du Nord et de l'Ouest (PFCNO) et au Parlement jeunesse pancanadien (PJP).

« Une de mes meilleures expériences avec le PFCNO s'est passée quand on était au Yukon, vers 2005. On a eu une activité sur l'engagement politique et on s'était donné pour défi d'organiser un évènement pour susciter de l'intérêt sur un enjeu dans notre communauté. »

Au même moment, la Ville de Winnipeg avait lancé un appel d'offre pour le premier restaurant sur l'Esplanade Riel. L'appel d'offre n'avait pas de clause sur les services en français.

« On a organisé une manifestation sur l'Esplanade Riel pour insister auprès de la Ville de Winnipeg que ces services en français devraient être nécessaires sur l'appel d'offre. Alors un matin de décembre où il faisait -50 avec le vent, il y a eu quand même entre 400 et 500 personnes qui se sont présentées sur l'Esplanade. On avait fait des pancartes, on avait invité les politiciens locaux pour venir nous soutenir.

« Lorsque le Salisbury House a ouvert ses portes, ils ont offert des services en français. C'était le seul Salisbury House où ils offraient des services en français. Ça a aussi forcé l'administration locale à se réveiller au fait que les francophones existaient toujours à Saint-Boniface et qu'il ne fallait pas trop se mêler de leurs affaires. La participation politique, la contestation populaire, c'est un peu de là que ça vient en moi. »

Après le CJP, Martin Gautron a été président de la Fédération de la jeunesse canadienne-française.

2. La piqûre du NPD

« Lorsque je terminais mes études en science politique à l'Université de Saint-Boniface, j'ai déniché un poste avec le NPD au gouvernement provincial. J'ai travaillé six mois pour le ministre Ron Lemieux, qui était ministre de transport à ce temps-là. C'était une entrée dans le jeu.

« En 2011, j'ai été invité à travailler pour la campagne de Jack Layton. Je n'avais pas encore travaillé à un niveau aussi central. Car les campagnes se font à deux niveaux. Il y a la campagne centrale qui s'occupe du message du chef, et après ça il y a les campagnes locales, les petites guerres dans chaque circonscription.

« Quand je suis arrivé sur place, c'était au tout début de la vague orange. Partout sur le terrain où je me présentais comme représentant du NPD, les gens étaient vraiment réceptifs et super excités. Après avoir vécu ça, c'était facile pour moi de dire que j'avais la piqûre du NPD. »

Après l'élection, qui fut un grand succès pour le NPD, Martin Gautron est rentré au Manitoba, où il a participé à l'élection de Greg Selinger comme Premier ministre. Ensuite il a travaillé comme adjoint particulier de M. Selinger, et enfin comme son conseiller politique.

« Je me penchais un peu plus sur des enjeux de politique publique. Pour lui, les communautés multiculturelles et aussi la communauté francophone sont deux sections de la population qui lui tiennent beaucoup à cœur. Alors j'aidais à la recherche et à la consultation. »

Toutefois après quatre ans avec le NPD au Manitoba, « il était temps d'entreprendre quelque chose de différent. » Alors en septembre 2013, Martin Gautron est arrivé à Montréal pour faire sa maîtrise à Concordia, en politique publique.

3. Un bagage du Manitoba

Lors d'une élection partielle à Montréal en 2013, le Manitobain a décidé d'aller prêter main forte comme bénévole. Il a rencontré les équipes NPD du Québec et la directrice de la campagne, Rebecca Blaikie, une autre Manitobaine.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015



photo : Gracieuseté Gavin Boutroy

Martin Gautron est un des organisateurs de la campagne du NPD pour les 19 circonscriptions sur l'Île de Montréal. « Chacune des circonscriptions a des caractéristiques, des particularités très intéressantes. Par exemple, l'une a une très forte communauté italienne. L'autre a une très forte présence bloquiste. Chaque comté a des besoins différents. Alors on adopte des stratégies différentes pour soit s'efforcer de gagner, soit tenter de maintenir le siège. »

« Elle a passé une dizaine d'années au Québec. Mais je veux dire, c'est quand même quelqu'un que je connais du Manitoba, c'est la fille de Bill Blaikie, un politicien légendaire du NPD.

« On se connaissait assez bien, et elle bâtissait son équipe pour la campagne fédérale en cours. On s'en est parlé beaucoup. Mais j'ai résisté pendant au moins un an, parce que je voulais terminer ma maîtrise.

« Et puis elle m'appelé un jour, comme ça, en me disant : "J'ai quelqu'un en congé de maternité. J'ai un poste pour toi, quatre mois pour aider à préparer l'élection." Cette fois, j'ai accepté.

« Maintenant je travaille sur tous les comtés de l'Île de Montréal. On est une équipe de quatre pour faire ce boulot. On est essentiellement une liaison entre la campagne centrale et les 19 campagnes locales qui se déploient sur l'Île de Montréal.

« C'est en soi intéressant d'amener un bagage d'expérience de l'extérieur et de voir comment ça peut s'entremêler aux campagnes ici, au Québec.

« Au Manitoba, dans les élections provinciales, je suis habitué à une campagne où on cherche à garder le pouvoir. C'est semblable au Québec où on cherche à maintenir nos sièges, et peut-être à en ajouter quelques-uns aussi. »

Martin Gautron a de l'espoir pour le NPD dans ces élections, dont la fin approche à grands pas : « Je crois que c'est la course la plus serrée dans l'histoire du Canada. C'est certainement la première où un troisième parti politique est aussi compétitif. Le va et vient habituel à Ottawa entre les rouges et les bleus, pour moi, ce n'est vraiment pas satisfaisant. »

D'autres Manitobains actifs à Montréal

Martin Gautron n'est pas le seul partisan du NPD à avoir effectué une migration électorale au Québec. Explication principale : la Manitobaine Rebecca Blaikie.

La présidente du NPD au niveau fédéral est en effet directrice de la campagne NPD au Québec.

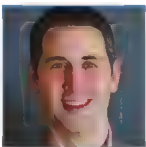
Martin Gautron donne quelques exemples de Manitobains actifs en région montréalaise: « Eric Plamondon, avec qui j'ai travaillé au gouvernement du Manitoba, est le directeur régional de la rive sud. Il y a Andrew Clark, avec qui j'ai travaillé au Palais législatif, qui est aussi ici. Lui travaille avec la campagne de James Hughes à NDG-Westmount. »

« Malgré le fait que le Manitoba soit une petite province sur l'échiquier politique, au NPD on a quand même des Manitobains qui travaillent dans des courses importantes à l'extérieur du Manitoba. »

Dans un café de Montréal un dimanche matin, Martin Gautron conclut son interview avec ***La Liberté*** en disant que « le premier journal que j'ouvre le matin, c'est toujours le *Winnipeg Free Press*. Je suis encore très branché sur ce qui se passe au Manitoba. Ça me manque énormément. Je pense absolument y retourner. Le mal du pays, ça doit être ça, non? »

L'Hôpital Saint-Boniface
est heureux de vous présenter son
conseil d'administration 2015-2016

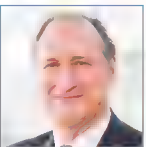

Murray D. Kilfoyle, Président


Dr Marcus Blouw

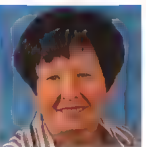

Tom Carson


Mary Courchene


Drew Cringan


Gabor Csepregi


Romel Dhalla


Carolyn Duhamel


Monique Fillion


Dr José François


Dr Gary Glavin


John Graham


Linda Hughes


Son Excellence Monseigneur Albert LeGatt


Naomi Levine


Robert Pruden


Jean-Marc Ruest


Haig Vanlian


Daniel Lussier, Directeur général, Corporation Catholique de la Santé du Manitoba


Dr Bruce Roe, Président-directeur général par intérim, Hôpital Saint-Boniface

saintboniface.ca


Hôpital St-Boniface Hospital

La Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface
est heureuse de vous présenter son
conseil d'administration 2015-2016


John Graham, Président


Kevin T. Williams, Président sortant


Neil Duboff, Vice-président


Carmine Militano, Vice-président


Frank Plett, Secrétaire-trésorier

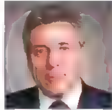

Karen Banfield-Thorvaldson


Tanya Benoit


Jim Downey


Joe Fiorentino


William Fraser

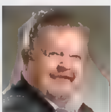

Domenic Grestoni


Caroline Kiva


Jonathan Letkemann


George Rajotte


Heather Reichert


Doug Stephen


Louis Trepel


Larry Vickar

La direction


Charles LaFlèche, CPA, CMA, FCMA
Président-directeur général


Don Barnabé, CPA, CMA
Vice-président, Finances


Lisa Green, BA, CFRE
Vice-présidente, Philanthropie et communications


Kris Gutierrez, CFRE
Vice-présidente, Développement

saintboniface.ca /foundation


Hôpital St-Boniface Hospital

LES MUNICIPALITÉS ONT PARLÉ FORT PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

La force de frappe des élus locaux

Qu'elles soient rurales ou urbaines, les municipalités du Manitoba et du Canada veulent que le gouvernement fédéral tienne davantage compte de leurs besoins et de leurs voix. Deux élus locaux de poids, Chris Goertzen et Jenny Gerbasi, expliquent.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

« Pour chaque dollar d'impôt prélevé par le fédéral et la Province, les municipalités ne reçoivent que huit cents, décrie Chris Goertzen. Pourtant, les municipalités dépensent plus en infrastructure que les autres paliers gouvernementaux. Les municipalités ont donc besoin de plus de fonds pour réaliser leurs projets d'infrastructure. Et pour y arriver, les municipalités doivent devenir de vrais partenaires avec Ottawa et Winnipeg. »

Chris Goertzen en sait quelque chose. En plus d'être maire de la Ville de Steinbach, il est également président de l'Association des municipalités du Manitoba (AMM). Cet organisme préconise un rôle plus actif des municipalités dans les décisions prises par les autres paliers gouvernementaux, décisions qui ont un impact sur leurs résidents.

Chris Goertzen souligne que l'AMM laisse « la grande part du lobbying » auprès du palier fédéral à la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Mais il explique volontiers le sens et l'importance de « vrais partenaires ».

« Ce sont nos maires et nos conseillers élus qui connaissent les besoins des communautés. Ils maintiennent non seulement un contact, mais un dialogue constant avec les résidents. Ce sont donc eux qui devraient avoir leur mot à dire dans la réalisation des projets qui ont un impact réel sur la vie des gens de leurs municipalités. C'est pourquoi nous voulons que notre voix se fasse entendre. Nous voulons participer activement à la discussion.

« Une discussion avec des partenaires qui nous écoutent, nous comprennent et font leur possible pour que nous réalisions des projets ensemble. S'il y a un message à lancer en pleine campagne électorale fédérale, c'est bien celui-là. »

Jenny Gerbasi est du même avis. En plus d'être la conseillère municipale de Fort Rouge East Fort Garry pour la Ville de Winnipeg, elle est deuxième vice-présidente de la Fédération canadienne des municipalités.

« La FCM est le plus important groupe de lobbying au Canada, puisqu'elle représente plus de 90 % de la population. Nous cherchons à nous faire clairement entendre lors de cette campagne électorale fédérale. Nous avons déjà rencontré les leaders politiques et avons même eu des discussions avec plusieurs ministres clés du gouvernement Harper. Nous suivons de près les promesses électorales, pour voir jusqu'à quel point elles cadrent avec nos priorités. Ces promesses sont même énumérées sur notre site Internet (voir l'encadré ***La santé économique passe par les municipalités***).

« Comme pour l'AMM, notre grande priorité est l'investissement fédéral pour l'infrastructure. Bien sûr, qu'elles soient des communautés rurales ou des grandes villes, les municipalités bénéficient déjà de fonds fédéraux en infrastructure. Mais nous voulons aussi que les toutes petites communautés aient accès aux programmes d'infrastructure. Qu'on leur permette d'augmenter leurs capacités en infrastructure au lieu de rejeter leurs demandes parce qu'elles n'ont pas les fonds locaux requis pour toucher aux fonds provinciaux et fédéraux.



Chris Goertzen, président de l'Association des municipalités du Manitoba.



photos : Daniel Bahuaud

Jenny Gerbasi, deuxième vice-présidente de la Fédération canadienne des municipalités.

« Ce que nous cherchons tout spécialement, en plus d'augmenter l'engagement financier du fédéral, c'est que nous ayons une voix et une place à la table dans les domaines qui ne relèvent traditionnellement pas du palier municipal. Depuis l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic en 2013, nous voulons notre mot à dire sur la sécurité ferroviaire. Nous voulons aussi qu'on tienne compte des économies locales lorsque le fédéral signe des ententes commerciales internationales. »

Pour réaliser ses objectifs, la FCM a établi des groupes de travail pour examiner les dossiers et proposer des solutions au gouvernement fédéral. « Le fait que nous représentons des centaines de municipalités nous donne une énorme force de frappe. »

Une force de frappe qui a déjà eu des retombées positives. « Le gouvernement conservateur a financé et continue de financer la création de réseaux numériques à haute vitesse en région. Au Manitoba, c'est une infrastructure essentielle pour le maintien et le développement économique », note Jenny Gerbasi.

Chris Goertzen souligne pour sa part que « le Fonds fédéral de la taxe de l'essence, établi lors de la création du Nouveau Plan Chantiers Canada, a permis d'offrir deux milliards $ par an aux municipalités pour leurs travaux d'infrastructure. Pour les plus petites communautés de moins de 100 000 habitants, le Fonds des petites collectivités du Plan Chantiers Canada a permis de réaliser plusieurs projets.

« Au Manitoba, grâce à la compréhension et à la participation du gouvernement provincial, nous sommes la seule province où les petites communautés ont pu s'asseoir avec les autres instances gouvernementales et discuter de ce qui est réalisable dans leurs régions. Alors ce que nous proposons, c'est faisable. Nous pouvons avoir notre place à la table. »

La santé économique passe par les municipalités

La Fédération canadienne des municipalités s'est donnée un feuille de route pour les élections fédérales de 2015, intitulée *Miser sur les municipalités*.

La FCM préconise la croissance économique et l'employabilité locales. L'organisme milite aussi pour le logement abordable, ainsi que pour des villes et des collectivités durables. « Cela engage le développement d'une économie verte et l'usage de technologies propres, indique Jenny Gerbasi. Mais aussi de la mise en place d'infrastructure pouvant tenir le coup dans les conditions plus extrêmes qui se font sentir de plus en plus à cause des changements climatiques. »

Par surcroît, la FCM cible les ententes économiques internationales qui contribuent aux économies locales, et à toutes mesures qui amélioreront la sécurité des résidents. « C'est un terrain vaste, qui englobe la sécurité ferroviaire, les services policiers et ambulanciers et les services en soins de santé, y compris la santé mentale », précise Jenny Gerbasi.

On peut obtenir davantage de précision sur les priorités électorales de la FCM au site Internet de l'organisme, fierdevivreici.fcm.ca.

LES RETROUVAILLES DES FINISSANTS DE 1975

Rien ne surpasse la douceur de leurs souvenirs

En 1975, l'ancien Collège secondaire de Saint-Boniface comptait 93 finissants. 40 ans plus tard, 50 membres de cette cohorte ont convergé vers leur Collège chéri pour partager des souvenirs de ces années formatrices, se lancer dans de chaleureuses retrouvailles et célébrer leur entrain contagieux.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Le 4 octobre, les finissants de la classe de 1975 du Collège secondaire de Saint-Boniface ont célébré leur 40e anniversaire en visitant leur ancienne école, aujourd'hui Université de Saint-Boniface, et en passant une soirée de retrouvailles à la salle paroissiale des Saint-Martyrs-Canadiens, au parc Windsor. Pour tous et chacun, il s'agissait de précieuses heures.



photo : Daniel Bahuaud

Mariette Chartier en compagnie de l'ancien conseiller en orientation Jean-Yves Rochon; de l'ancien enseignant d'éducation physique Fernand Grégoire; et de l'organisatrice des retrouvailles, Léonne Bilodeau.

La coordonnatrice de la rencontre, Léonne Bilodeau, fait part de ses sentiments : « Quelle agréable journée! D'habitude, le taux de participation à de telles rencontres est de 20 à 30 %. Nous étions à 56 %! Ça en dit beaucoup sur le degré d'attachement que nous avons à notre cher Collège secondaire. Et puis ça souligne aussi l'esprit de corps que nous avons toujours possédé. »

Plusieurs anciens enseignants étaient aussi au rendez-vous, dont Fernand Grégoire, Jean-Yves Rochon et Taïb Soufi. Ces messieurs s'entendent pour souligner le caractère unique de la classe de 1975. Jean-Yves Rochon, l'ancien conseiller en orientation, élabore : « Le personnel en voyait passer des élèves! Mais pas toutes les classes ont fait preuve d'autant d'énergie, d'entrain et de créativité que celle-ci. Surtout dans le domaine artistique. Monique Fillion est une artiste-peintre très active. Lise Gaboury-Diallo est une auteure reconnue internationalement. Et puis, il y a tout une équipe de Radio-Canada : Gilles Fréchette, Roland Lavoie et d'autres encore. C'est un groupe de jeunes qui est allé loin. »

Si la classe de 1975 est allée loin, elle est aussi venue de loin pour se retrouver. Richard Simoens, qui habite Moncton, ne voulait pas « rater ce rendez-vous ». « J'ai assisté à plusieurs réunions au fil des années. Mais je n'avais pas vu certains depuis 40 ans. C'est incroyable à quel point on a reconnecté vite. »

Dans le feu des retrouvailles

« Ce fut un après-midi et une soirée remplis du simple bonheur de retrouver nos camarades d'école et tous les souvenirs et les sentiments qui s'y joignent. Nous nous en souviendrons pour bien des années. »

- Micheline Bernard-Harrison

« On s'est quitté il y a 40 ans. On avait à peine 18 ans. En très peu de temps les échanges ont fait disparaître les années. »

- Roland Lavoie

« Merci à Léonne Bilodeau et à son équipe d'avoir organisé un évènement aussi remarquable. Au début, l'idée des retrouvailles ne me souriait pas. Je suis tellement heureuse d'y avoir été, et d'avoir pu rencontrer à nouveau ces gens chaleureux avec qui j'ai passé cinq ans de ma jeunesse. »

- Julie (Grouette) Klym

« Une très belle soirée, remplie de blagues, de rires et de très belles retrouvailles! Merci aux organisateurs. Une rencontre réussie. »

- Philippe LeDorze

« Beau travail les amis. Mosus qu'on est du Beau Monde! »

- Madeleine Vrignon

« Ces années au Collège secondaire resteront parmi les meilleures et les plus formatrices de ma vie. Mes amis et mes professeurs m'ont inspiré, encouragé. Merci, merci d'avoir organiser ces retrouvailles! »

- Paul Sherwood

« Je vous ai aimés et vous aimerai toujours. Votre prof et ami. »

- Taïb Soufi

« J'ai hâte au 50e. »

- Michelle (Grégoire) Alberni


photo : Daniel Bahuaud
Jocelyne (Fontaine) Bayer et Laurent Bohémier examinent la photo du conventum des finissants de 1975.

Même son de cloche chez Michèle Stanners, résidente de Calgary qui a quitté Winnipeg en 1977. « On s'est tout de suite mis à partager des souvenirs. Certaines d'entre nous étions arrivées à l'automne de 1970. C'était la première année où les jésuites ont accueilli des filles à l'école, qui était alors une institution privée. Je suis convaincue qu'on a rendu la vie difficile à ces bons pères jésuites. Parce qu'on était une distraction majeure pour les garçons! »

Lors de leur visite à l'Université de Saint-Boniface, les finissants ont reçu une tournée guidée de l'édifice. « Ça a tellement changé! lance Claire Bérubé. Des classes ont été construites où il y avait des anciens dortoirs. Même la Salle académique, une des plus anciennes salles de l'USB, avait été modifiée peu après notre départ. Mais c'était bien d'emprunter l'escalier qui conduisait autrefois à la salle de jeux située au sous-sol. Et surtout, c'était super de visiter la coupole de l'édifice. C'est un privilège rarement accordé au public! »


photo : Daniel Bahuaud
Paul Sherwood retrouve le graffiti qu'il a tracé sur une poutre de la coupole de l'Université de Saint-Boniface il y a 40 ans.

Le sommet de la nostalgie revient peut-être à Joanne Dumaine : « Le moment marquant a été quand nous avons entonné la *Chanson du Collège*. Elle a été écrite en 1904, et nous la chantons toujours! Elle a réellement pris tout son sens pour moi le 4 octobre. »

Une douce lueur méditative


photo: Gracieuseté Léonne Bilodeau
L'écrivaine Lise Gaboury-Diallo a pris la parole lors du souper des finissants et allumé une bougie à la mémoire des disparus.

« Nous voici réunis pour notre 40e anniversaire. Quel plaisir de vous revoir tous. Je me sens très chanceuse de pouvoir renouer avec vous tous.

Malheureusement, certains de nos amis n'ont pas pu se joindre à nous. Je pense notamment à ceux qui nous ont quittés beaucoup trop tôt; Norman Lemoing et René Paillé. Une pensée toute spéciale pour vous, vos amis et votre famille. Nous avons pensé allumer une petite chandelle à leur mémoire. Se rappelant de leur beau sourire et leur rire franc, qui brille encore dans nos souvenirs comme cette flamme si vive.

Merci à vous tous d'être tous venus. Merci pour votre belle contribution à la réussite de cette soirée. On dit que la vieillesse est un état d'esprit. Il y a des jeunes qui sont vieux et des vieux qui sont jeunes. Je suis heureuse de constater qu'on fait tous partie de la deuxième catégorie, celle des jeunes. »

LES 20 ANS DE L'AMBM

« On a convaincu nos voisins »

L'Association des municipalités bilingues du Manitoba a célébré ses 20 ans d'existence le 8 octobre lors de son Assemblée générale annuelle, tenue à Saint-Boniface. Pour Louis Tétrault, son directeur général, l'anniversaire marque un jalon important dans la prise de conscience de la valeur du français à l'échelle municipale.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Louis Tétrault en est certain, « l'Association des municipalités bilingues du Manitoba a fait évoluer les esprits lors de 20 dernières années ».

« Aux tout débuts de l'AMBM – et j'y étais – on avait du mal à convaincre les municipalités, même celles où il y a toujours eu une grande présence francophone. Quand il s'agissait de proposer d'adhérer à notre association, c'était les citoyens qui nous invitaient, pas les conseils municipaux. Maintenant, ce sont les élus qui nous invitent chez eux pour discuter. C'est un changement important, encourageant et remarquable. »

L'initiative de la Municipalité rurale de Piney, qui cherche à se joindre à l'AMBM, illustre très bien les propos de Louis Tétrault.

« On a rencontré le conseil municipal de Piney pour lancer la discussion. Il a été souligné que la municipalité ne compte qu'environ sept pour cent de francophones. Nous sommes prêts à reconnaître cette réalité et la capacité plus réduite de cette municipalité à offrir le plein éventail de services bilingues. Pour tout dire, nous explorons la possibilité de modifier nos statuts et règlements. Notre but, c'est d'élargir les critères de membership. L'AMBM veut tenir compte des municipalités à prédominance anglophone où se trouvent des villages ou des régions bilingues. Dans bien des cas, ces communautés sont déjà organisées en districts urbains locaux. C'est une situation qui peut faciliter la livraison des services bilingues dans ces communautés. Dans certains cas, les nouvelles municipalités membres pourraient s'engager à différents niveaux de services bilingues. On pourrait imaginer une municipalité qui ferait appel à nos programmes de traduction et d'affichage bilingue. Et il y aurait toujours la possibilité d'ajouter d'autres services au fil des années. »



photo : Daniel Bahuaud

Louis Allain, le directeur général du Conseil de développement économique des Muncipalités bilingues du Manitoba, a été reconnu le 8 octobre par la République française, qui lui a décerné les Palmes académiques. Cette reconnaissance lui a été remise pour sa contribution au développement des relations économiques entre la France et le Canada. Sur la photo, Bruno Burnichon, le consul honoraire de France à Winnipeg, s'est joint à Louis Allain et aux parents du récipiendaire (en bas de gauche à droite), Olivette et Albert Allain.

Si la Municipalité rurale de Piney est la seule à avoir récemment soumis une demande formelle d'adhésion à l'AMBM, d'autres municipalités ont exprimé un intérêt à l'organisme.

« On a reçu des demandes d'information sur l'adhésion de la Municipalité de Morris, de la Ville de Morris, de la Municipalité rurale de Cartier et du village de Saint-François-Xavier. La Ville de Steinbach a manifesté de l'intérêt.

« À mon avis, cet intérêt est dû à un présence accrue de l'AMBM. Quand on a mis sur pied le programme de développement touristique Rivers West Corridor Rivière Rouge, on a invité toutes les municipalités qui longent la rivière.

« Soudainement, des conseils municipaux ont pris conscience qu'on existait et qu'on faisait du développement économique, avec le français comme valeur ajoutée. C'est aussi le cas avec Éco-Ouest, notre programme d'économie verte.

« De plus, ça fait dix ans qu'on travaille étroitement avec l'Association des municipalités du Manitoba. Une collaboration qui a aussi contribué à changer la perception des municipalités voisines de celles de l'AMBM. Grâce à notre présence et nos succès, on a convaincu nos voisins. »



photo : Daniel Bahuaud

Le président de l'AMBM, Marc Marion, et le directeur général, Louis Tétrault, lors de l'Assemblée générale annuelle du 8 octobre.

QUAND ÉDUCATION ET TOURISME SE REJOIGNENT

DSFM – CDEM : des partenaires naturels

Les élèves qui suivront le programme d'arts culinaires, tourisme et hôtellerie de la Division scolaire franco-manitobaine devront faire des stages pratiques. Le bras économique du Manitoba bilingue servira de pont entre l'industrie du tourisme et les éducateurs.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Pour appuyer les élèves de la 11e et la 12e année qui suivront son nouveau programme de formation en arts culinaires, tourisme et hôtellerie, la Division scolaire franco-manitobaine vient de conclure un partenariat avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba.

Alain Laberge, le directeur général de la DSFM, y voit de bonnes raisons. « En plus de suivre des cours dans la salle de classe, les élèves qui suivront le nouveau programme auront besoin d'expériences pratiques. La difficulté, c'est que la DSFM n'est pas une entreprise. Nous ne connaissons pas tous les restaurants, hôtels et milieux touristiques de la province. Il nous fallait donc un organisme expérimenté, qui connaît bien les milieux bilingues et qui pourrait nous aider à tisser des liens avec le secteur privé. Des liens qui ouvriraient la porte à des stages de travail pour nos élèves. C'était évident qu'il nous fallait collaborer avec le CDEM. »

Louis Allain, le directeur général du CDEM, est « ravi » du nouveau partenariat. « Le français comme valeur ajoutée à l'expérience touristique contribue à la vitalité des communautés francophones. De nos jours, cette valeur ajoutée est appréciée même dans les zones qui n'ont pas traditionnellement été associées au bilinguisme. Les gens d'affaires sont convaincus de l'impact positif du personnel bilingue pour leurs commerces.

« Le défi, donc, n'est pas de convaincre le secteur touristique du bien-fondé du bilinguisme, mais plutôt l'obtenir un personnel bilingue qualifié. Le programme de la DSFM permettra de répondre à ce besoin. Le CDEM, pour sa part, assurera le pont entre ces besoins dans l'industrie et les formateurs. »

« Aller plus loin »

Alain Laberge rappelle que le tourisme peut comprendre « un grand éventail d'entreprises et de services, y compris l'agriculture et l'élevage ». « En région, il y a occasion de faire découvrir le terroir à nos élèves, ainsi que les traditions associées. L'élevage du porc, du mouton et du bison comprend une composante touristique et culinaire importante. Le CDEM nous aidera à identifier les éleveurs et à établir de bonnes relations avec nous et nos élèves. »


Archives La Liberté
Alain Laberge, directeur général de la DSFM.

Le nouveau programme est censé débuter au collège Louis-Riel en 2017. La DSFM compte d'ici la rentrée 2017 ajouter un pavillon de 5 000 pieds carrés, muni de salles de classe, d'une cuisine et de réfrigérateurs. Puisque le programme comprendra deux ans de formation, Alain Laberge pense qu'il y « a lieu d'aller plus loin », en envisageant la continuation du programme au postsecondaire.

« Il faut quatre ans de formation pour obtenir le niveau "rouge un", c'est-à-dire la reconnaissance professionnelle nationale en arts culinaires, tourisme et hôtellerie. Avant la fin octobre, nous rencontrerons le recteur de l'Université de Saint-Boniface, Gabor Csepregi, pour voir s'il y a un intérêt à développer une composante postsecondaire à la formation que nous allons bientôt commencer à offrir à nos élèves. Notre partenaire naturel est l'USB. J'ai bon espoir qu'on s'intéressera à explorer cette possibilité. »

AU SUJET DE LA SANTÉ MENTALE,
Voir aussi page B4 la contribution de l'artiste Benj Funk en CHAMP LIBRE.

ANNETTE THORIMBERT OSTED PARLE DE LA MALADIE MENTALE

« Le pire c'est qu'on a encore peur d'en parler »

Originaire de Notre-Dame-de-Lourdes, Annette Thorimbert Osted, infirmière psychiatrique autorisée à la retraite, parle de ses expériences. Aujourd'hui, après 35 ans de carrière, elle a un regard différent sur les réalités du milieu de la santé mentale.



photo : Belinda Avia

Annette Thorimbert, ancienne directrice de l'ordre des infirmiers du Manitoba.

Belinda AVIA
presse1@la-liberte.mb.ca

Élevée dans une famille francophone, Annette a suivi sa formation d'infirmière psychiatrique au Centre de santé mentale de Selkirk (Manitoba), puis a travaillé au Centre des sciences de la santé de Winnipeg. Elle a été aussi pendant 35 ans directrice du Collège des infirmiers du Manitoba.

Pour elle, il y a un manque de leadership politique pour réellement comprendre les maladies mentales.

Annette Thorimbert Osted s'adresse sans hésiter aux dirigeants politiques dans la course électorale : « La manière dont on traite les personnes vulnérables dans une société montre quel genre de société on veut bâtir. Si vous voulez une bonne société, en bonne santé économique et environnementale, commencez par prendre soin de ceux qui sont vulnérables. »

Ce regard, c'est celui d'une femme qui a dévoué l'essentiel de sa vie au service des personnes souffrant de maladies mentales et qui a vécu des expériences marquantes. Elle raconte avec une grande tristesse : « Quand j'étais encore aux études, j'ai travaillé avec deux personnes qui avaient des troubles sérieux de santé mentale. Quelques années plus tard, après mes congés de maternité, j'ai repris mon travail.

Puis un jour, j'ai été interpellée par ces personnes que j'ai eues du mal à reconnaître. J'ai vu comment elles avaient été complètement transformées après leur maladie. Je m'en souviens encore aujourd'hui. »

À 17 ans, lorsqu'elle est entrée dans le programme de formation d'infirmiers psychiatriques autorisés, Annette Thorimbert Osted avait affiché sa naïveté et son innocence. « J'ai choisi d'aller en psychiatrie juste pour faire la différence. Les autres filles voulaient graduer comme infirmières autorisées et moi, sur un coup de tête, j'ai choisi d'être infirmière psychiatrique autorisée, sans savoir dans quoi je m'embarquais. »

Son engagement auprès de cette population fragile s'est accentué au fil des années.

Après des années d'expérience et des efforts de sensibilisation, la native de Notre-Dame-de-Lourdes estime qu'il y a eu une évolution dans la façon dont la société traite les malades mentaux. « Aujourd'hui, on pense plus aux droits de la personne malade et on tolère mieux les comportements excentriques. Mais un effort reste encore et toujours à faire.

« Il faut qu'on laisse de côté nos préjugés à l'endroit des maladies mentales. Il faut en parler ouvertement. Chaque personne dans la communauté connaît quelqu'un qui souffre d'une maladie mentale ou qui aurait besoin d'assistance pour soulager sa santé mentale. Le pire, c'est qu'on a encore peur d'en parler. La stigmatisation, voilà l'attitude qui conduit à la discrimination. »

Elle profite de l'occasion de la Semaine de la sensibilisation aux maladies mentales pour insister sur le besoin de parler de la maladie autour de soi. « Cherchons à savoir quoi dire ou qui appeler pour donner de l'espoir aux personnes qui souffrent autour nous. Car la connexion humaine, c'est ce qui empêche de se suicider. »

La Société de schizophrénie du Manitoba fait des efforts pour accompagner les personnes affectées par les maladies mentales. À travers ses différents programmes offerts, l'accent est mis sur l'éducation. Pour sa part, Chris Summerville, le directeur exécutif de la Société manitobaine de la schizophrénie, fait part de ses principales préoccupations: « Malheureusement il y a un manque de ressources nécessaires pour aider les personnes qui font appel à nos services au niveau de la Société canadienne de santé mentale et de la Société manitobaine de la schizophrénie. Ce manque est à souligner tant au niveau du personnel soignant que de certains dispositifs, comme celui des lits à offrir aux patients. »

Il ajoute : « On compte sur la Province pour augmenter la part du budget alloué aux services de santé mentale. Actuellement nous fonctionnons avec un montant qui s'élève entre quatre et cinq pour cent du budget total des soins de santé de la Province. Notre recommandation est d'augmenter cette part à sept ou neuf pour cent du budget total. Nous comptons également sur le soutien de toute la communauté pour améliorer la qualité de nos services. »



photo : Belinda Avia

Chris Summerville, directeur exécutif de la Société manitobaine de la schizophrénie.

Maladies mentales : de meilleurs services

Il y a une évolution importante au niveau des services de santé mentale. Annette Thorimbert Osted souligne qu'aujourd'hui, les gens ne sont plus systématiquement internés dans les hôpitaux pour aliénés comme on le faisait encore il y a quelques décennies. Aussi, l'approche est de moins en moins médicalisée.

L'infirmière à la retraite met en avant une initiative fructueuse pour aider les personnes dans le besoin.

« Le Peer Support Group est un service que j'ai connu lorsque je collaborais avec la Société canadienne de santé mentale et la Société manitobaine de la schizophrénie. C'est une forme de partenariat avec les professionnels de la santé et des gens qui ont déjà fait l'expérience de la maladie. Ils sont comme des mentors pour ceux qui souffrent de la maladie, mais qui sont en voie de stabilisation. »

La Société manitobaine de la schizophrénie offre également des programmes similaires pour les familles, les femmes, ainsi que bien d'autres supports pour accompagner les personnes ayant des problèmes de santé mentale.

Campagne d'aide

La Fondation de l'Hôpital Saint-Boniface a lancé le 8 octobre une initiative de 350 000$ qui vise à améliorer la capacité de l'Hôpital de traiter la population atteinte d'une maladie mentale. L'annonce a été faite durant la Semaine de la sensibilisation aux maladies mentales.

Les fonds recueillis serviront à l'achat d'un deuxième appareil de stimulation magnétique transcrânienne répétitive destiné au Programme de santé mentale de l'Hôpital, qui traite plus de 20 000 patients par année.

BILINGUISME CHEZ LES ENFANTS

Une étude qui ouvre de nouvelles pistes

Une nouvelle étude de l'Université Concordia montre que le bilinguisme chez les enfants a un impact sur leur perception de l'inné et de l'acquis.

Camille GRIS ROY

Les enfants *bilingues simultanés* – c'est-à-dire les enfants qui ont appris leurs deux langues en même temps dès la naissance – et les enfants *monolingues* ont tendance à voir les choses de manière essentialiste. Autrement dit, ces enfants croient que la plupart des caractéristiques humaines (par exemple, la langue parlée) ou animales sont innées plutôt qu'acquises et apprises au fil du temps.



photo : Gracieuseté Krista Byers-Heinlein

Krista Byers-Heinlein est professeure de psychologie à l'Université Concordia et titulaire de la Chaire de recherche sur le bilinguisme.

En revanche, les enfants *bilingues séquentiels* – qui ont appris une première langue à la naissance puis une deuxième un peu plus tard dans l'enfance – saisissent mieux la notion de caractéristiques acquises par des expériences.

Voilà les conclusions d'une étude menée par la professeure de psychologie et titulaire de la Chaire de recherche sur le bilinguisme à l'Université Concordia de Montréal, Krista Byers-Heinlein. Ce travail est récemment paru dans la revue académique *Developmental Science*.

« Beaucoup de collègues ont travaillé sur le phénomène de l'essentialisme, indique Krista Byers-Heinlein. Des études avaient déjà montré que des enfants monolingues avaient cette croyance essentialiste vis-à-vis de la langue maternelle : ils pensaient que c'était quelque chose d'inné.

« Ces recherches nous ont inspiré à nous intéresser au cas des enfants bilingues. On se disait que peut-être que les bilingues, parce qu'ils avaient appris deux langues, allaient mieux comprendre que les caractéristiques qui nous définissent sont acquises et viennent de nos expériences. »

Pour l'étude les chercheurs ont travaillé avec un groupe d'enfants de 5 à 6 ans. « On leur a raconté des histoires. Par exemple l'histoire d'un petit enfant qui s'appelle Benjamin, qui est né de parents anglais mais qui a été adopté par des parents italiens à la naissance. Une autre histoire était celle d'un bébé canard né dans une famille de canards, mais qui a été élevé par des chiens.

« On posait ensuite la question : Benjamin va-t-il parler l'anglais ou l'italien? Le caneton va-t-il faire "coin-coin" ou bien aboyer comme les chiens? »

Le résultat : les enfants monolingues et les bilingues simultanés du groupe sont tous essentialistes, et croient tous que Benjamin, même s'il a grandi dans une famille italienne, parlera l'anglais. Même chose pour le bébé canard, qui parlera la langue des canards plutôt que celle des chiens.

« Pour ce qui est des bilingues séquentiels, les participants avaient au contraire moins tendance à être essentialistes. Certains ont fait des erreurs, mais beaucoup ont dit que Benjamin parlerait l'italien et le caneton parlerait comme les chiens. Ces enfants ont un peu mieux compris que les choses s'apprennent et que les langues sont acquises. »

Cette étude ouvre maintenant la voie vers bien d'autres sujets de recherches. « Ce serait intéressant de voir comment le bilinguisme peut influencer les croyances, avance Krista Byers-Heinlein. On aimerait voir ça avec des enfants plus âgés aussi, ou même des adultes. On sait que l'essentialisme chez les adultes est lié à des stéréotypes et à des préjugés. Mais comment se forment-ils? »

Champ d'intérêt en progression

Le bilinguisme est un champ d'étude qui prend de l'ampleur dans le monde de la recherche. « On s'y intéresse de plus en plus, confirme Krista Byers-Heinlein. Avant, on pensait parfois que c'était un désavantage pour des enfants d'être bilingues, qu'ils étaient confus. Mais maintenant on sait que ce n'est pas du tout le cas. Il y a des avantages : simplement le fait de pouvoir communiquer dans deux langues. Et aussi des avantages cognitifs sur lesquels les chercheurs se penchent de plus en plus.

« Finalement le bilinguisme c'est quelque chose d'assez normal. On estime d'ailleurs que les bilingues représentent la majorité du monde entier maintenant. »

ÉCONOMIE

UN PROJET PILOTE DE FORMATION POUR LES ENTREPRENEURS

Un premier bilan plutôt positif

Le World Trade Centre Winnipeg, à travers son Business InfoCentre, et en partenariat avec les Centres de services bilingues de Winnipeg, ont offert en septembre une formation en français pour des entrepreneurs.

Belinda AVIA
presse1@la-liberte.mb.ca

L'initiative vient du Business InfoCentre et a permis de toucher une vingtaine de personnes réparties sur les cinq Centres de services bilingues. Cette première formation en français pour les entrepreneurs, s'est déroulée dans la région rurale de Notre-Dame-de-Lourdes. Des renseignements étaient offertes sur deux volets: le démarrage en entreprise et les médias sociaux.

Ce projet était nouveau en ce sens que l'organisme, qui a toujours opéré en mode bilingue, offre des services uniquement en français aux entrepreneurs.

« Pour une première, c'était réussi, constate Nathalie Roche, gestionnaire du Business InfoCentre. On considère qu'on a eu du succès parce que c'est une niche d'atteindre des entrepreneurs francophones.

« L'objectif est atteint, mais on aimerait augmenter l'effectif des participants à l'avenir.»

Cette expérience à Notre-Dame-de-Lourdes a permis au Centre d'affaires de lancer ses formations en français. Elles seront proposées une fois par mois dans les locaux du World Trade Center de Winnipeg.

Le but visé par le Business InfoCentre est d'offrir des services et informations aux francophones qui veulent démarrer leur entreprise ou ceux qui veulent s'agrandir. Les personnes sont accompagnées à toutes les étapes de leur projet. « Car ce n'est pas évident pour des personnes qui veulent démarrer leur entreprise d'avoir l'information qu'il faut et de savoir vers quelle ressource se tourner », souligne la gestionnaire du Business InfoCentre.

Même si le Centre d'affaires n'a pas réussi à toucher un grand nombre de participants, il semble confiant et compte sur le soutien de ses partenaires pour renouveler l'expérience.

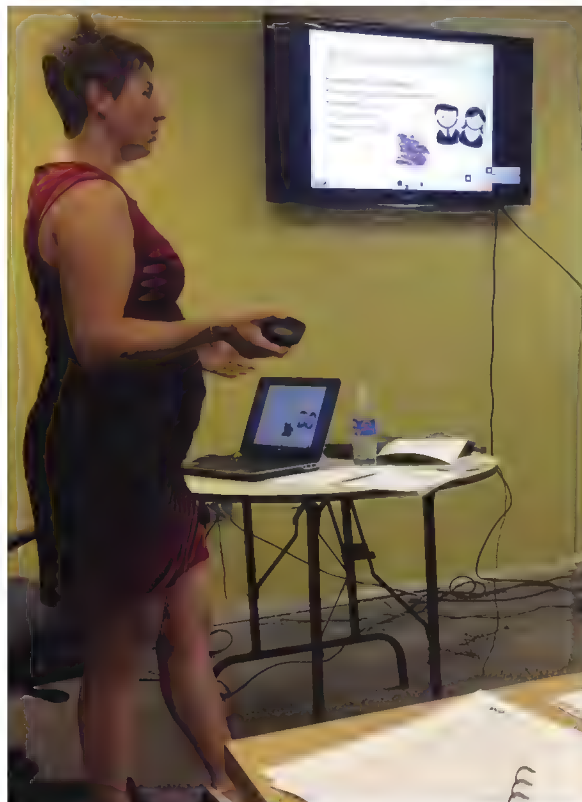


photo : Gracieuseté World Trade Centre Winnipeg

Nicole Fontaine, agente de liaison au Business InfoCentre, en train d'animer l'atelier comment démarrer une entreprise au Manitoba, à Notre-Dame-de-Lourdes.



photo : Belinda Avia

Nathalie Roche, gestionnaire du Business InfoCentre Winnipeg.

Ce qui reste à améliorer relève du défi de mobiliser plus de personnes autour des formations. Sur ce plan, Nathalie Roche mise sur la promotion au niveau des clientèles de la Chambre de commerce de Saint-Boniface et des Centres de services bilingues. Elle compte également diffuser l'information à l'intérieur de leur organisme durant les séminaires.

Dans les deux langues

Sinon, pour un premier essai où les gens n'étaient pas tellement informés, la responsable du Business InfoCentre se félicite du niveau des résultats atteints. Une autre chose qu'elle pense revoir et que les gens ont réclamée, c'est d'offrir les formations dans les deux langues.

Benjamin Sultan, un participant à l'atelier « Comment démarrer son entreprise » à Notre-Dame-de-Lourdes donne son avis : « La formation était idéale pour quelqu'un comme moi qui découvre à peine le système canadien. Je ne suis pas en train de créer une entreprise actuellement. Mais cela m'a permis de m'éclairer sur les différentes problématiques et les démarches administratives.

« Il y avait des informations qui ne me concernaient pas vraiment, mais cela est normal pour ce type de séminaire. »

D'où vient le World Trade Center Winnipeg?

Le World Trade Centre de Winnipeg (WTC) fait partie d'un réseau mondial constitué de plus de 300 centres de commerce international. Ces centres sont répartis dans plus de 100 pays dans le monde. Le WTC Winnipeg a pour vision de contribuer au succès des entreprises de la ville et du Manitoba.

Le WTC Winnipeg a été créé en partenariat avec la chambre de commerce de Winnipeg et l'Agence bilingue d'échanges commerciaux du Manitoba (ANIM).

L'ANIM a été rebaptisée en 2013 en vue de remplir le mandat du WTC Winnipeg.

La présidente et directrice générale du WTC est Mariette Mulaire.

Depuis 2014, un nouveau centre a été créé à l'intérieur du World Trade Center de Winnipeg : le Business InfoCentre, mis sur pied pour aider les entrepreneurs qui veulent démarrer leur entreprise ou qui veulent s'agrandir.

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

Chaque semaine, *Dans nos écoles* couvre ce qui s'est passé dans des écoles de la DSFM et annonce des évènements à venir. Dans la nouvelle formule, les élèves livrent leurs commentaires sur des sujets variés. Les bons coups de nos élèves ont aussi leur plateforme. **Restez informés, Suivez *Dans nos écoles*!**



CITATION DE LA SEMAINE

Quinton Gosselin, 5e année, École communautaire Réal-Bérard

« 1 900 $, c'est une grosse somme pour notre école. Mais en 2016, on peut faire encore mieux et passer les 2 000 $. »

RÉGION SUD

Une collecte record

L'École communautaire Réal-Bérard a battu son record de collecte de fonds, le 30 septembre dernier, pour la Journée nationale Terry Fox des écoles! En effet, 1 900 $ ont été amassés parmi l'ensemble de la communauté scolaire. Une somme bien supérieure aux quelque 200 $ collectés il y a deux ans.

Les élèves et leurs familles avaient cependant de quoi se motiver à être généreux. « Si on faisait 1 000 $ pour la recherche contre le cancer, nos directeur et directeur adjoint se mettaient en robe », explique l'élève de 5e année, Quinton Gosselin.

Chose promise, chose due, quelques jours plus tard, la direction de l'École communautaire Réal-Bérard a paradé en robe à l'école.

« M. Nadeau avait l'air d'une cuisinière », commente l'élève de 2e année Cédric Gosselin. « C'était très drôle, renchérit Quinton Gosselin. Mais pas aussi drôle que l'an dernier, quand ils avaient mis des perruques. »

En effet, ce n'était pas la première fois que la direction de l'école utilisait ses talents motivateurs. En 2014, la promesse des deux hommes déguisés en femmes avait permis de collecter près de 900 $. Cette année, la barre était établie à 1 000 $ et elle a été largement dépassée.

« 1 900 $, c'est une grosse somme pour notre école, affirme Quinton Gosselin, Mais en 2016, on peut faire encore mieux et passer les 2 000 $. »

« Je suis fière de notre école d'avoir ramassé autant d'argent, termine l'élève de 2e année, Chloé Carrière. Même nous, les élèves, on a donné un peu d'argent.

Les 156 élèves de Maternelle à 8e année qui ont participé à la Marche Terry Fox 2015 avaient le choix de courir ou de marcher, mais la plupart ont couru comme Terry Fox.



photo : Camille Harper-Séguy

De gauche à droite : Quinton et Cédric Gosselin, Chloé Carrière et toute la communauté de l'école ont collecté 1 900 $ pour la recherche contre le cancer.



photo : Gracieuseté Patrice Harvey

L'objectif presque doublé, Patrice Harvey (à gauche) et Luc Nadeau (3e en partant de la gauche), ici avec le comité de la Marche Terry Fox, ont dû tenir leur promesse : porter une robe à l'école!

À NOTER



ACTIVITÉS SCOLAIRES

JMCA
Du 16 au 18 octobre
Camp de leadership
Région Ouest

CONSULTATIONS PUBLIQUES, planification stratégique 2016-2020 de la DSFM

École communautaire Réal-Bérard
Le jeudi 15 octobre 2015 à 18 h

Centre scolaire Léo-Rémillard
Le lundi 19 octobre 2015 à 18 h

COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine
Le mercredi 21 octobre, 19 h, bureau divisionnaire, Lorette

CONGÉS

Le jeudi 22 octobre
Journée de perfectionnement professionnel
Congé pour tous les élèves

Avis aux parents de la DSFM : Afin d'être avisé des annulations de transport scolaire, des fermetures d'école ou des retards d'autobus, pour cause de situations d'urgence ou d'intempéries, abonnez-vous à **Twitter (#DSFM_ALERT)**





VOUS SOUHAITEZ PARLER DE VOS ACTIVITÉS? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

PUBLI-REPORTAGE



VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE UN SUJET DE DISCUSSION? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

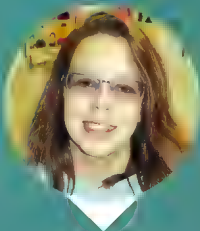


L'ÂGE DU VOTE



Le 19 octobre prochain, les citoyens et citoyennes canadiens adultes sont invités à se présenter à leur bureau de scrutin local afin de voter pour leur prochain député fédéral et, par extension, pour le prochain Premier ministre du Canada. 18 ans, c'est pour l'heure l'âge fatidique pour voter. Cependant, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer le droit de vote dès 16 ans, argumentant que quand on est assez adultes pour conduire une voiture, on l'est aussi pour voter.

Selon les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine, quel serait le meilleur âge pour commencer à voter?



Sophie Riel, 8e année, École Christine-Lespérance

« Je pense que c'est bien comme c'est maintenant. On pourrait même mettre l'âge du vote à 19 ans. Car à 18 ans on devient adulte, alors ça nous donnerait un an pour s'habituer à toutes les responsabilités, et après on pourrait voter. »



Jazzmin Masesar, 11e année, Collège Louis-Riel

« Je pense que 18 ans doit rester l'âge du vote, parce que c'est quand on est adulte. Ça ne devrait pas être plus tôt. 18 ans, c'est parfait. »



Abby Davidson, 8e année, École communautaire Gilbert-Rosset

« Je pense que 18 ans est un bon âge, car c'est l'année où tu deviens adulte et indépendant. Si c'était plus jeune que 18 ans, on serait vraiment influencés par nos parents. Le plus souvent, les jeunes de mon âge ne sont pas intéressés ou excités par les élections. Mais si ça ne fait pas de grande différence sur le monde, comme par exemple les élections du conseil étudiant, alors on peut voter plus jeune. »

DIVISIONNAIRE

Christine-Lespérance domine

Les garçons 7e et 8e années et filles 8e année de l'École Christine-Lespérance (ECL) ont remporté trois bannières de la course de fond de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) le 6 octobre dernier à Sainte-Anne. Ils ont laissé la quatrième bannière, filles 7e année, à l'École Pointe-des-Chênes (EPC).

« Je ne devais pas courir cette année, je n'avais pas assez de temps. Mais finalement il manquait du monde. Et maintenant, on a gagné! », se réjouit le coureur de 8e année de l'ECL, Noah McKellar.

Son camarade de 7e année, Nicholas Sawchuk, partage sa joie, d'autant plus que « j'ai commencé dans les 50e et j'ai fini sixième, confie-t-il. La course était difficile pour moi à la fin ».

Pour sa part, la grande gagnante des filles de 8e année, Isabelle Nadeau d'ECL, a « commencé vraiment vite. Donc j'étais en tête dès le début. Je pensais que j'aurais moins d'énergie après, mais j'ai continué à en avoir. C'était une course plutôt facile et amusante pour moi! »

Pourtant, « la piste avait beaucoup de buttes. Donc il fallait vraiment garder son énergie pour monter et descendre », observe-t-elle.

Du côté de l'EPC, la bannière a été accueillie avec le même enthousiasme. « Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas eu la première place, se réjouit l'élève de 7e année, Venessa Michaud. Et comme notre école n'avait pas été appelée dans les finalistes, on pensait avoir perdu. Puis ils nous ont appelés en numéro un! »

Le défi pour son équipe, c'était de courir « sur le gazon. On pratique sur le trottoir d'habitude et c'est un peu différent, explique-t-elle. On a dû s'adapter ».

« On n'a pas lâché, on a continué même si on avait des crampes, on a essayé le plus fort qu'on pouvait, et on a eu la bannière! », résume sa camarade de 7e année, Alisz Bélanger.



photo : Camille Harper-Séguy

Les filles de 7e année de l'école Pointe-des-Chênes ont rapporté une bannière de course de fond dans leur école.



photo : Camille Harper-Séguy

Les trois équipes gagnantes de l'École Christine-Lespérance à la course de fond de la DSFM : les garçons de 7e et 8e années et les filles de 8e année. Absent de la photo : Eric Alarie, 7e année.

EMPLOIS ET AVIS

OFFRE D'EMPLOI

Le Musée de Saint-Boniface est à la recherche d'un(e)

Préposé(e) à l'entretien

Poste permanent à 0,8 ETP

Description du poste

Relevant de la Direction, le/la préposé(e) à l'entretien est responsable de s'occuper de la propreté et de l'entretien général du bâtiment et du site. Ce poste travaille étroitement avec le/la gérant(e) des programmes et expériences afin d'offrir un appui aux préparatifs et au démontage reliés au calendrier de réservations, ainsi qu'avec la Conservatrice en appui au maintien des aires d'exposition et d'entreposage. Le/la titulaire de ce poste agit comme premier point de contact pour les services assurés par des contrats externes au niveau du maintien spécialisé pour le bâtiment, ses systèmes et/ou le site. Il est attendu que le/la titulaire de ce poste s'assurera que les visiteurs au Musée soient satisfaits de leur séjour sur place, au niveau de l'apparence et de la propreté des espaces.

Responsabilités :

- responsable du nettoyage des espaces publics, des bureaux, des salles de toilette, des espaces d'exposition et des aires d'entreposage;
- responsable pour le maintien général du bâtiment et des autres structures sur le site (par ex : réparations mineures au niveau de la plomberie ou du système électrique, inspections régulières pour déterminer le fonctionnement des systèmes, travaux de peinture, installation ou reconfiguration des meubles de bureaux, maintien de base des systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation, etc.);
- appui à l'équipe au niveau des besoins reliés aux opérations, à la programmation, aux expositions ou à la gestion de la collection d'objets (par ex : installer ou défaire des expositions temporaires, transporter et/ou déménager de lourds objets ou artefacts, préparer et démonter les salles lors des réservations, etc.);
- responsable de surveiller l'entretien paysager du site.

Qualifications :

- diplôme de 12e année ou l'équivalent;
- bilinguisme (français et anglais) à l'oral et à l'écrit;
- expérience récente dans un poste d'entretien et/ou de conciergerie;
- connaissance opérationnelle des systèmes de chauffage, de climatisation et de ventilation;
- succès préalable à travailler avec des budgets attribués;
- compétences en gestion de temps;
- compétences en communication et relations interpersonnelles, aptitude à travailler en équipe;
- compétences avec les logiciels de la suite Microsoft Office ainsi que Internet Explorer;
- appréciation pour le rôle des musées dans la société et souci pour les bâtiments historiques;
- permis de conduire valide du Manitoba de classe 5;
- l'accès à un véhicule serait considéré un atout.

Termes de l'emploi : Selon la Convention collective

Salaire : Selon la Convention collective

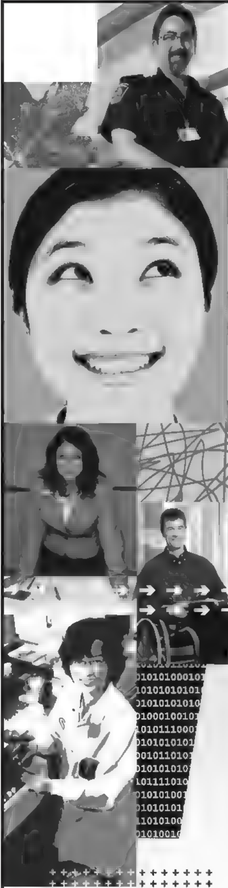
Date d'entrée en fonction : Dès que possible

Une description détaillée du poste est disponible sur demande. Les candidats sont invités à soumettre leur candidature en déposant leur curriculum vitae et lettre de motivation soit en personne, par la poste ou par courriel **avant 16 h le lundi 19 octobre 2015** aux coordonnées suivantes :

Vania Gagnon
Directrice
Le Musée de Saint-Boniface Museum
494, avenue Taché
Winnipeg, Manitoba
R2H 2B2
Courriel : vgagnon@msbm.mb.ca
Téléphone : 204-986-8495



Nous remercions toutes les personnes intéressées et avisons que nous communiquerons uniquement avec celles qui auront été retenues pour une entrevue.



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton
<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Ce que vous pouvez attendre de nos offres d'emploi :

- Toute une gamme de carrières intérressantes et stimulantes;
- Un salaire compétitif;
- Un remarquable ensemble d'avantages sociaux;
- Des possibilités d'apprentissage, de développement professionnel et d'avancement continuelles;
- L'occasion de construire une meilleure province pour toute la population manitobaine.

Accès ATS - **1 204 945-1437**

Personnes. Mission. Progrès.





RETHINK OUTSOURCING

Faites carrière dans le service à la clientèle!

- Nous cherchons des représentant(e)s bilingues pour rejoindre notre équipe du service à la clientèle!
- Nous travaillons avec nos clients par téléphone, courriel, service des messages instantanés en ligne et par les médias sociaux.
- Venez rejoindre notre équipe exceptionnelle!

Nous vous offrons un excellent salaire et des bénéfices à long terme!
La rénumération de base commence à 13,75 $/heure.

Compétences que nous cherchons :

- excellente communication, plaisant et professionnel (parlé et écrit) en français et en anglais;
- compétences informatiques;
- capacité de travailler dans un environnement structuré;
- ponctuel(le) et souple;
- expérience dans le service à la clientèle serait un atout.

Veuillez envoyer votre CV en ligne à **precruiting@24-7intouch.com**

Le sujet du message courriel devrait indiquer le numéro de travail suivant : **3371982**

Nous espérons que vous ferez bientôt partie de notre équipe!

Nous espérons vous avoir parmi nous.

RESSOURCES HUMAINES (SIÈGE SOCIAL) **24-7 INTOUCH.COM/CAREERS**
1400, AVENUE TAYLOR, WINNIPEG (MANITOBA) R3N 1Y6 CANADA

PETITES ANNONCES



DIVERS

APPARTEMENTS DISPONIBLES – VIE ASSISTÉE. Le Chalet de La Broquerie, une résidence pour personnes âgées située à La Broquerie, a des appartements disponibles dans la phase III – vie assistée. Les appartements sont d'environ 600 pieds carrés. Ils incluent un petit frigo, un micro-onde, une grande chambre à coucher et une salle de bains privée avec une grande douche. Dans la phase III, nous offrons deux repas par jour (dîner et souper) 365 jours par année et les services d'entretien ménager. Si vous aimeriez en savoir plus, s'il-vous-plaît appelez le bureau au 204 424-5892 de 7 h 30 à 16 h du lundi au vendredi. Le Chalet de La Broquerie est un projet en partenariat avec Logement Manitoba et nous offrons un loyer subventionné basé sur votre revenu annuel.
330-

À LOUER

APPARTEMENT à Saint-Boniface, une chambre à coucher, laveuse, sécheuse, entrée privée, balcon et stationnement. Libre le 1er novembre. 750 $/mois, plus les services. Tél. : 204 237-5167.
329-

SAINT-BONIFACE. Grand appartement au sous-sol, entrée privée, près de La Fourche, parc et autobus. 800 $/mois, électricité/chauffage et eau compris. Contactez Paul au 204 228-6884.
331-

APPARTEMENT À LOUER : 3 chambres à coucher, entrée privée, plancher de bois franc, disponible immédiatement. 995 $/mois. Comprend tous les services. 204-770-4912, envoyez un message texte.
332-

CONDO À SAINT-BONIFACE : Rive Gauche, 680 Taché, au pont Esplanade Riel. Neuf et moderne, 1 400 pi², deux chambres, appareils fournis, un stationnement sous-terrain, balcon, non fumeur, pas d'animaux. 1 600 $/mois, plus les services. Tél. : 204 231-3312 ou 204 324-7709.
334-

APPARTEMENTS DAWSON TRAIL 55+ : 2 chambres à coucher, 2 bains, 1 255 $/mois. Disponible immédiatement. Salle de lavage dans l'appartement. Air climatisé central. Stationnement souterrain disponible. Tél. : 204 654-2989.
335-

À LOUER LE 1er DÉCEMBRE : 271, rue Traverse. Appartement d'une chambre à coucher. 578,20 $/mois. Eau et chauffage compris. Tél. : 204-782-1712.
336-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $

MasterCard VISA Interac

Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

À VOTRE SERVICE

SERVICES

AVOCATS-NOTAIRES

ABONNEZ-VOUS À LA LIBERTÉ
Depuis 1913

OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	64,50 $ ❒	69,85 $ ❒
2 ans	107,35 $ ❒	119,70 $ ❒

Nom

Prénom

Adresse

Ville Province

Code postal Téléphone

Je choisis de payer par :

❒ Visa : ____________________ Expiration : ________

❒ MasterCard : ____________________ Expiration : ________

(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste :

(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de *La Liberté*)

C.P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

CAHIER B
CULTUREL • SPORT • COMMUNAUTAIRE
WWW.LA-LIBERTE.MB.CA
VOL. 102 Nº 27 • 14 AU 20 OCTOBRE 2015
SAINT-BONIFACE

SPORT

LE ROBIN DE SAINT-BONIFACE

Gérald Laroche reconnaît en toute franchise qu'une passion dévorante le possède : le tir à l'arc dans sa version la plus exigeante, la catégorie instinctive, un domaine dans lequel il est maintenant champion.

B9

COMMUNAUTAIRE

PAIX ET SOLIDARITÉ

Développement et Paix travaille en Syrie depuis plus de quatre ans. Avant même la grande crise dans cette région du monde, l'organisme de solidarité était déjà engagé, comme le rappelle Janelle Delorme, l'animatrice régionale à Winnipeg.

B11

CULTUREL

LA NOUVELLE PIÈCE DU CERCLE MOLIÈRE

Le Boucher : vengeance ou pardon?

À nouveau le Cercle Molière inaugure sa saison avec une pièce de Nicolas Billon, dramaturge canadien. En 2014, la troupe présentait *La Chanson de l'éléphant*, un drame psychologique. Cette année, c'est au tour du *Boucher*, une réflexion morale incarnée par quatre comédiens.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Roland Mahé, l'ancien directeur artistique du Cercle Molière, assume la mise en scène de la nouvelle pièce de la troupe, *Le Boucher*. Un choix qu'il estime des plus naturels.

« *Le Boucher* est un vrai thriller. (1) Une pièce à suspense où on n'est jamais certain de ce qui se passe avec les quatre personnages. Tout au long des quatre actes, chaque personnage porte un masque. La vérité n'est révélée qu'à la toute fin. »

Le rideau se lève sur la veille de Noël dans une station de police métropolitaine. À trois heures du matin, un mystérieux homme aîné surgit sur la scène.

Roland Mahé brosse la scène : « C'est un Lavinien âgé (Alphonse Tétrault) qu'on ne peut comprendre, parce qu'il est un peu perdu et qu'il ne parle que sa langue natale. L'inspecteur de police (Keith Damboise) fait venir une traductrice (Janique Lavallée). Entre-temps, un avocat est convié (Simon Miron). Pour le reste de la pièce, on se demande ce que cachent les personnages. Quels sont les affreux secrets qu'ils cherchent à garder pour eux-mêmes? C'est un des grands intérêts de ce drame. »

Un des grands intérêts. Mais pas le seul. Car *Le Boucher* aborde le problème épineux de la justice et du pardon face au génocide et à la torture.



photo : Daniel Bahuaud

Les comédiens Keith Damboise et Simon Miron, le metteur en scène Roland Mahé, et les comédiens Janique Lavallée et Alphonse Tétrault.

« *Le Boucher* s'inspire des guerres civiles qui ont sévi en Bosnie et en Serbie. Dans la pièce, des crimes de guerre ont eu lieu en Lavinie, un pays fictif qui possède sa propre langue, inventée par Nicolas Billon. Le grand dilemme des personnages est la place qu'on doit accorder à la vengeance et la place qu'on doit accorder au pardon. »

Pour le comédien Simon Miron, qui campe l'avocat Hamilton Barnes, *Le Boucher* est « d'une grande actualité ». « Les personnages sont pris dans un cycle vicieux. On nous présente des victimes d'une grande horreur. Et que font-ils du mal qui leur a été fait? Ils y jettent encore plus de mal. Leur esprit de vengeance est comme de l'essence qu'on jetterait sur une flamme. Le mal se transforme en un mal encore plus grand. Et toujours grandissant. C'est une spirale horrible, qui s'en va en descendant. »

Et comment s'en sortir? « Je l'ignore, réplique Roland Mahé. Chose certaine, on n'a pas besoin d'avoir connu la Bosnie, ou encore le Rwanda, pour réfléchir à la tension entre le pardon et la vengeance. Au Canada, certains parlent de l'isolement à vie de certains prisonniers. Ça sent la vengeance… »

Simon Miron enchaîne : « On est en pleine campagne électorale et les Canadiens sont divisés sur la sécurité, la justice et les droits et libertés de la personne. Et puis quand on y ajoute la haine entre les ethnies, ça dérange. Il y a beaucoup de parallèles à établir entre la pièce et le monde qu'on connaît. »

Roland Mahé espère qu'au premier degré, « le public appréciera un drame bien ficelé ». « C'est une pièce intense, voire même violente, qui fait réfléchir. *Le Boucher* étale des enjeux sensibles. Mais ce que j'aime, c'est que Nicolas Billon ait trouvé une manière intense, mais divertissante, de les présenter. Ce sera au public à en discuter par après. »

(1) *Le Boucher* sera présenté à partir du 15 octobre au théâtre du Cercle Molière, 340, boulevard Provencher. Renseignements : 204 233-8053 ou au www.cerclemoliere.com

DEUX REGARDS SUR UNE PIÈCE

Dès la semaine prochaine, *La Liberté* vous propose un nouveau rendez-vous, dont le but est de stimuler la discussion sur le théâtre en français au Manitoba : DEUX REGARDS SUR UNE PIÈCE.

Daniel Bahuaud, le journaliste chevronné de La Liberté, et Amber O'Reilly, ancienne rédactrice en chef du *Réveil*, le journal des Médias étudiants de l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface, partageront avec vous leurs regards sur toutes les pièces présentées par le Cercle Molière, notamment.

Sudoku

PROBLÈME N° 476

	7							
								3
		6			2	4	7	
	2		8	3			4	
		8	5	2	7		9	
		4		7				
3		2	6		9			1
		9			1			

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU N° 475

8	5	2	7	6	4	3	9	1
4	9	6	1	5	3	8	2	7
1	3	7	8	2	9	5	6	4
2	8	5	9	7	1	4	3	6
7	1	9	3	4	6	2	8	5
3	6	4	2	8	5	1	7	9
5	7	3	4	9	8	6	1	2
6	2	1	5	3	7	9	4	8
9	4	8	6	1	2	7	5	3

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 845

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2						■			■			
3			■							■		
4								■				■
5					■							
6											■	
7									■			
8		■										
9									■			
10				■		■						
11			■							■		
12							■					

HORIZONTALEMENT

1- Flatteur.
2- Saison. — Négation. — Unité d'équivalent de dose.
3- Ils sont quatre. — Prénom masculin. — Avalé.
4- Fait de servir à quelque chose. — Liquide.
5- Jeune fille. — Fruit.
6- Chaleurs, vivacités.
7- Sucèrent le lait. — Dans la pensée chinoise ancienne.
8- Tient en bon état.
9- Elle vit de revenus non professionnels. — Carte.
10- Consiste. — Monnaie d'or.
11- Infinitif. — Prénom féminin. — Gamme.
12- Suites, successions. — Se vêtir.

VERTICALEMENT

1- Ils prétendent faire des miracles.
2- Protéine. — L'Irlande.
3- Se suivent. — Prennent pour modèles.
4- Action de fixer de manière définitive. — Démonstratif.
5- Me déplacerai. — Sujet traité.
6- Unité de poids et de monnaie. — Le meilleur.
7- Ratifierai.
8- Ville du Brésil. — Joueurs chargés de transformer les essais au rugby.
9- Gaz rare. — Roue à poulie.
10- Infinitif. — Sévère.
11- Jeu d'esprit. — Crapaud.
12- Qui manifeste de l'émotion. — Donner un caractère relatif à l'amour sexuel.

RÉPONSES DU N° 844

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	S	P	L	A	N	C	H	N	I	Q	U	E
2	T	R	E	M	U	L	A	■	O	U	S	T
3	A	A	■	M	E	U	R	T	R	I	E	R
4	B	O	B	O	■	S	A	I	G	N	E	E
5	L	■	I	N	F	E	S	T	A	I	■	N
6	E	N	L	I	A	S	S	A	■	N	O	N
7	■	S	A	T	I	■	A	N	G	E	L	E
8	A	■	B	E	T	I	S	E	S	■	E	S
9	B	R	I	S	I	S	■	S	T	I	F	■
10	N	E	E	■	E	L	U	■	A	V	I	S
11	E	P	E	U	R	E	■	C	A	R	N	E
12	R	U	S	S	E	■	C	E	D	E	E	S

DEUXIÈME GRAND PRÉLÈVEMENT DE FONDS PAR LES AMIS DU MUSÉE

Invitation à honorer les femmes du pays

Le 23 octobre, les Amis du Musée de Saint-Boniface organisent pour une deuxième fois un prélèvement de fonds par le biais d'une soirée musicale.

Belinda AVIA
presse1@la-liberte.mb.ca

Fondé en 2011, l'organisme les Amis du Musée a un objectif unique : appuyer les opérations du Musée. Pour s'y prendre, il met sur pied des prélèvements de fonds en organisant des évènements importants.

Comme tous les organismes culturels, le Musée de Saint-Boniface reçoit son financement du gouvernement. Mais pour Jean-Paul Gobeil, le président des Amis du Musée, « on devrait se fier de moins en moins au financement de l'État, qui devient volatile. »

C'est de ce constat qu'est né le principe de collecte de fonds au niveau du Musée de Saint-Boniface. L'idée de rassembler les gens autour d'un pareil évènement vient de Philippe Mailhot, l'ancien directeur du Musée de Saint-Boniface et l'actuel agent de développement pour les Amis du Musée.

L'année dernière, l'évènement axé sur le violon d'Andy Desjarlais, un violoneux Métis franco-canadien, a permis de récolter autour de 5 000 $.

« Pour une première fois, estime Jean-Paul Gobeil, c'était quand même bien réussi. On avait salle comble. On espère répéter l'expérience cette année.

« Il faut savoir qu'un Musée, comme tout autre organisme culturel, dépend de sa programmation. C'est une façon pour lui de rejoindre son public et de se faire connaître de lui. La soirée de l'année dernière a permis aux Amis du Musée de faire un don de 2 500 $ au Musée pour couvrir ses activités estivales. »

Cette année, la programmation mettra en valeur le rôle des femmes dans la musique de l'Ouest sous le thème « Femmes de nos plaines.»

Nicole Brémault, la directrice artistique des spectacles de prélèvement de fonds au Musée de Saint-Boniface, explique : « Le thème a été choisi pour honorer les femmes de chez nous. Cette année, on a décidé de proposer des spectacles basés en partie sur les femmes qui sont arrivées au tout début au Manitoba et qui ont contribué à la construction de la province.



Archives La Liberté

Jean-Paul Gobeil, président des Amis du Musée, et Philippe Mailhot, l'agent de développement des Amis du Musée, devant le violon d'Andy Desjarlais.

« Il y aura, entre autres, un spectacle musical basé sur l'histoire des Sœurs grises (qui ont fondé le couvent, devenu le Musée de Saint-Boniface) et des chansons d'artistes de chez nous comme Christine Fellows et Heather Bishop (qui a contribué énormément à la cause féminine dans la région). Par la musique, on va toucher à plusieurs aspects de la vie de la femme. On abordera aussi par la musique ou par des contes et des scènes, l'histoire des Métis, des nouveaux arrivants et celle de la jeunesse. »

Jean-Paul Gobeil, le président des Amis du Musée de Saint-Boniface, note que le prix des billets est augmenté pour qu'on puisse inclure une composante de dons aux Amis du Musée.

Ainsi l'année dernière, les billets étaient fixés à 30 $. Mais cette année, ils sont vendus au prix de 60 $. Il y a un reçu pour fin d'impôt de 25 $. Les billets sont en vente au 233-ALLÔ (2556).

Une vente aux enchères silencieuse ainsi que des tirages de prix sont également prévus pour la soirée.

CHAMP LIBRE

Benj Funk, artiste audiovisuel et designer graphique, présente en ce moment, « LOSSY (Spectres de la schizophrénie) » à la Maison des artistes, un projet exprimant ses expériences avec la maladie mentale. Des détails sur le site : lossy.benjfunk.com



OGC©

2016

onegreat.city

@ogcshop

EN DEUXIÈME SEMAINE, DU 23 AU 25 SEPTEMBRE, CINÉMENTAL SE MET À L'HEURE MANITOBAINE

La mémoire cellulaire de Ryan McKenna

Depuis des années, le festival Cinémental représente plus qu'une simple succession de projections. Parmi toutes les long métrages proposés, un d'entre eux a été réalisé par un Franco-Manitobain : Ryan McKenna. Dans l'optique d'offrir plus que son seul film à ses spectateurs, le réalisateur sera présent le vendredi 23 octobre pour discuter et répondre aux questions. (1)


Baptiste SOUQUE
presse4@la-liberte.mb.ca

Les films proposés à la programmation par Cinémental sont en majorité des productions françaises ou québécoises, qui représentent les deux plus gros viviers du cinéma francophone à travers le monde. Malgré tout, les bénévoles de Cinémental arrivent chaque année à faire des clins d'œil au Manitoba, en offrant un ou plusieurs films produits par des Franco-Manitobains.

Cette année le film ***Le cœur de madame Sabali*** sera à l'honneur, le vendredi 23 octobre. Réalisé par Ryan McKenna, cette production, tournée au Québec, est le deuxième long métrage du réalisateur, qui n'a pas oublié ses racines : « Je suis né à Saint-Boniface, et j'ai fait mes études et mes premières réalisations artistiques à Winnipeg. Mon premier long métrage y a d'ailleurs été tourné. Je reste attaché à Winnipeg. J'ai des projets de réalisations que j'aimerais tourner là-bas dans le futur. »

Habitant aujourd'hui à Montréal, il a trouvé dans sa terre d'accueil un environnement plus propice à l'aboutissement de sa passion : « Ici au Québec, c'est plus facile de trouver du financement pour faire les films. À Winnipeg, j'ai dû compter sur des bourses de la Province pour faire mes premiers films. C'était assez précaire. »

Le réalisateur, auparavant monteur pour des chaînes de télévision, a débuté sa carrière par les courts métrages. *Le Cœur de madame Sabali* est son deuxième long métrage. Il traite d'une femme à qui l'on greffe le cœur d'une malienne assassinée : « L'idée de ce film est venu de mon intérêt pour la mémoire cellulaire, pour les souvenirs que peuvent avoir des personnes ayant reçu un don. Je me suis dit qu'une histoire pouvait être pensée à partir de ce thème. »

Ryan McKenna explique le choix de faire entrer un bout du Mali dans son film : « J'aimais beaucoup le duo de musique Amadou et Mariam, je les ai vus après un concert. Ils m'ont donné des contacts dans la communauté malienne. J'ai pu m'en inspirer. Ensuite ils sont venus à Montréal et ont accepté de tourner dans le film. »


photo : Gracieuseté Ryan McKenna

Ryan McKenna, natif de Saint-Boniface, sera à Winnipeg pour la promotion de son second long métrage : *Le Cœur de madame Sabali.*

Chantal Vermette la responsable de la communication avec les médias, est fière que Cinémental présente ce film au public manitobain : « Nous sommes heureux d'avoir ce long métrage de Ryan McKenna à l'affiche. C'est un beau film, avec d'excellents acteurs, et réalisé par un Franco-Manitobain, même s'il n'a pas été tourné au Manitoba. La présence du duo malien Amadou et Mariam donne encore une plus-value. Tous les ans on essaye d'avoir des réalisateurs. Avec Ryan McKenna c'était une belle occasion. Il y aura un dialogue avec les spectateurs après le film. Il est important d'avoir un échange entre les réalisateurs et les spectateurs, briser un peu la barrière qui peut exister entre eux. »

Le réalisateur du film sera présent au cinéma SilverCity pour discuter de son second long métrage. Il viendra en compagnie de l'actrice principale, Marie Brassard.

Cinémental reste toujours dans cette optique de créer un contact entre les spectateurs et les protagonistes du septième art. Le cinéma SilverCity sera le théâtre d'une de ces rencontres. Elle s'annonce colorée.

(1) toutes les informations sur Cinémental sur leur site Internet : http://cinemental.com/

En première semaine aussi, public et réalisateurs se rencontrent

La première partie de Cinémental, qui se tient du 16 au 18 octobre, offre également au public la chance de discuter avec un metteur en scène.

Jimmy Larouche, le réalisateur québécois d'***Antoine et Marie***, son second long métrage, sera au CCFM le 17 octobre, afin de répondre aux questions des spectateurs, avant de partager un buffet pour l'occasion.

CONCOURS DE PHOTOS | 2015 LA LIBERTÉ

NOS GAGNANTS DU MOIS DE SEPTEMBRE

Le changement

1re place



Première place :
Jeannette Greaves

Deuxième place :
Jon Kornelsen

Troisième place :
Pierrette Boily

2e place



3e place

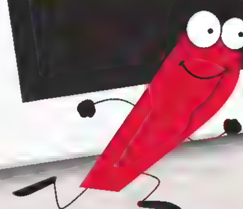


La photo finaliste du concours sera annoncée et publiée dans l'édition du 20 janvier 2016!

Notre jury sera composé de :

- **Dan Harper**, photographe professionnel;
- **Julie Carl**, rédactrice en chef adjointe du *Toronto Star;*
- **Geneviève Pelletier**, directrice artistique du Cercle Molière.

UN iPAD À GAGNER!



FAUT SE LAISSER EMPORTER PAR LA MUSIQUE

Rondes musicales, rondes d'hôpital

Auteure-compositrice-interprète, Anne-Marie Williot a beau jouer son accordéon sur de nombreuses estrade de Winnipeg, le public qui l'admire le plus sont les patients de l'Hôpital Saint-Boniface.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Tous les mercredis on peut retrouver Anne-Marie Williot, accordéon à la main, se promener dans les couloirs de l'Hôpital Saint-Boniface. Comme une médecin, la musicienne professionnelle fait ses rondes, en visitant les patients qui luttent contre un cancer, qui se remettent d'une chirurgie cardiaque, qui éprouvent des troubles psychiatriques ou qui sont tout simplement obligés de faire un séjour prolongé à l'hôpital.

« Je n'ai aucune formation en musicothérapie, mais je sais combien la musique me donne de la joie. Quand j'ai entendu parler du programme Artists in Healthcare Manitoba, qui permet aux musiciens de visiter les patients dans différents hôpitaux, j'ai tout de suite voulu participer. Ça fait bientôt un an que j'ai été admise au programme, et j'adore ça. »

Chaque fois qu'elle se rend à l'hôpital, Anne-Marie Williot essaie de se mettre à la place des patients. « Si j'étais pognée à l'hôpital pour des semaines de temps, je voudrais qu'on me visite souvent. Ça me rendrait heureuse. J'aime visiter les différents édifices de l'Hôpital Saint-Boniface. À l'édifice McEwen, je fais un petit concert dans la grande salle commune. Après quoi, je pogne une bonne jasette avec les patients. Certains sont là depuis quelque temps, à cause d'une maladie mentale difficile à gérer. Je les écoute. Ils m'écoutent. On vient à se connaître. »

À l'Institut Asper de l'Hôpital Saint-Boniface, l'accordéoniste vient remonter le moral des patients qui récupèrent d'une chirurgie cardiaque. « Une chirurgie au cœur peut être épuisante. Alors les patients doivent reprendre leurs forces. Les médecins les encouragent à marcher. Quand j'arrive, je les aperçois déambuler lentement dans les couloirs. Je me mets à jouer et ils sourient. Certains dansent quelques pas. C'est incroyable! »

Anne-Marie Williot se rend aussi dans le grand atrium de l'hôpital, où les patients accueillent de la parenté ou des amis. De plus, elle visite les patients de l'aile oncologique, pour égayer les esprits des personnes qui mènent un combat souvent acharné contre le cancer.



photo : Daniel Bahuaud

Anne-Marie Williot : « J'ai la musique dans le corps et dans le cœur. Ma mère est pianiste, organiste et directrice de chorale. Je chante depuis que j'étais dans son ventre. »

« Les cancéreux, on ne peut que les admirer. Ils sont extrêmement courageux. J'aime ajouter un petit brin d'énergie positive dans un milieu qui peut parfois être triste. J'arrive, je me promène dans les couloirs et souvent un patient va m'inviter à lui donner un petit concert dans sa chambre.

« J'ai mon petit répertoire de chansons françaises assez connues, que les patients peuvent chanter avec moi. Mais la plupart du temps, je leur joue des chansons que j'ai composées. Les patients tentent de deviner la tournure que prendra la mélodie, pour m'accompagner en la fredonnant. Une fois, un patient a improvisé du rap. Ça, c'était quelque chose! Lui avec les paroles et moi avec mon accordéon. On s'est bien amusé. Et c'est ça l'essentiel. Se laisser emporter par la musique, c'est de santé! »

Anne-Marie Williot est originaire de la région de Lanaudière au Québec. L'auteure-compositrice-interprète joue aussi de la flûte traversière, de la guitare et de l'accordéon. Elle a un album à son actif, *I Saw the Wolf*.

SPORT

LA POÉSIE D'UN TIR À L'ARC D'ANTAN

Le Robin des Bois de Saint-Boniface

Garçon, à Powerview, il fabriquait des arcs « pas trop convaincants ». Puis le temps a fait son œuvre. Voilà que depuis six ans, Gérald Laroche est désormais adepte « du vrai » tir à l'arc. Incursions dans une passion sportive qui crée une dépendance.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Artiste-peintre, raconteur et maître de l'harmonica, récipiendaire d'un prix Juno, Gérald Laroche a ajouté une nouvelle corde à son arc : celle de champion provincial du tir à l'arc extérieur. Le Bonifacien, qui a remporté ce prix qu'il ciblait depuis deux ans, est surtout fier d'avoir été classé champion dans la catégorie « instinctive ».

« La catégorie désigne le tir à l'arc traditionnel, qu'on pratique avec des flèches avec des plumes d'oie ou de dinde, et un grand arc. Le grand arc, c'est le célèbre *longbow* anglais, l'arme par excellence de la Guerre de cent ans. L'outil du justicier Robin des Bois.



Gérald Laroche. Quand un artiste avoue une autre passions.

« J'adore. C'est un instrument de tir difficile à maîtriser. Mais plus on l'emploie, plus son maniement devient agréable. Avant de m'adonner au grand arc, je privilégiais un arc contemporain muni de poulies. Aujourd'hui, je ne l'utilise presque plus. Parce que le grand arc permet un mouvement fluide. Tu tires ta flèche. Ensuite, tu prends rapidement une nouvelle flèche de ton carquois, tu vises et tu tires encore. Ça coule.

« Même si ça demande beaucoup plus d'effort physique qu'un arc à poulies, le grand arc est plus poétique. Et puis l'arc est sensible. La moindre déviation ou le plus petit mouvement de ta part affecte ton tir. Beaucoup plus que d'autres arcs. C'est une arme avec laquelle je peux tenir compte de mon côté artistique. Je suis tellement reconnaissant que mon frère Denis m'ait invité à faire du tir à l'arc. C'était déjà en 2009. Il m'a donné une sacrée piqûre! J'avoue que je vis désormais avec une dépendance au tir à l'arc. »

La chasse comme autrefois

Conséquence directe de sa passion, Gérald Laroche « aime beaucoup » fréquenter des champs de tir locaux, où les mordus du tir à l'arc peuvent entreprendre une chasse simulée. « Sur un champ de tir extérieur, tu peux te promener sur un terrain accidenté et viser des cibles en caoutchouc. Tu dois même franchir des ruisseaux et grimper des collines avant de te retrouver face à un bison artificiel.



photo : Daniel Bahuaud

La passion de Gérald Laroche a inspiré l'artiste au point où il a fabriqué et personnalisé ses propres carquois en cuir.

« Mais est-il à 20 mètres ou à 40 mètres? Quand tu tires aussi vite que possible, les distances sont parfois difficiles à juger. Bien sûr, quand tu prends ton temps, tu peux réussir à frapper une pièce de dix cents à 30 mètres. »

L'automne, Gérald Laroche part « autant que possible » à la chasse aux perdrix. « C'est une excuse pour aller se balader dans le bois. J'apporte aussi mon appareil photo, à la recherche d'images belles ou frappantes. La forêt, elle m'inspire. Et puis, à chaque fois, c'est la réalisation d'un rêve de garçon. Je le reconnais sans discussion. Je redeviens le p'tit gars de Powerview qui jouait à Robin des Bois! »

Je veux continuer à être informé(e) !

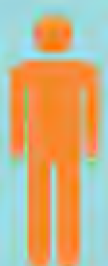
J'AGIS ! pour ma communauté

Depuis 2006, les journaux francophones communautaires subissent une diminution importante des publicités du Gouvernement du Canada.
L'**Association de la presse francophone (APF)** et une coalition d'organismes francophones ont déposé plainte auprès du commissaire Graham Fraser pour non-respect des engagements du gouvernement en vertu de la ***Loi sur les langues officielles*** selon laquelle il doit « favoriser l'épanouissement des communautés francophones »[1].

Comment peuvent s'épanouir les communautés francophones privées des communications sur les programmes et services publics ?



1 million
de francophones canadiens hors Québec voient leur accès à l'information directement touché.



77%
des francophones en situation minoritaire lisent les journaux[2].



70%
des Canadiens vivant dans des centres non urbains sont informés sur les programmes et services municipaux grâce aux journaux communautaires[3].

[1] *Articles 41 et 42 de la* **Loi sur les langues officielles**
[2] *Sondage* Parlons Médias, *réalisé par* Léger Marketing
[3] *Étude* Journaux canadiens

Pourquoi j'agis ?

- Pour **participer** à l'épanouissement de ma communauté francophone ;
- Pour continuer à **être informé(e)** en français par mon gouvernement ;
- Pour **sensibiliser** les institutions fédérales.

Comment j'agis ?

Dépose ta **plainte** au **Commissariat aux langues officielles du Canada.**

Plus d'informations sur :
www.apf.ca



APF *Association de la presse francophone*

avec l'appui de





COMMUNAUTAIRE



CHRONIQUE RELIGIEUSE

JOANNE TRUDEAU

C'est le temps de sortir!

Qui d'entre nous ne se préoccupe pas de l'avenir de notre Église? De nos enfants qui ne fréquentent plus nos communautés chrétiennes et délaissent les sacrements? Des gens de 60, 70 ans et plus qui abandonnent leurs racines chrétiennes. Dans un tel contexte de « désertification spirituelle » (n° 86), nous sommes souvent tentés par un sentiment d'échec et le découragement.

Et c'est justement dans ce contexte que le Pape François vient nous lancer un appel à l'action. Dans sa lettre sur la proclamation de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui : ***La Joie de l'Évangile***, le Pape s'adresse à tous les chrétiens « pour les inviter à une nouvelle étape évangélisatrice marquée par cette joie [la joie de l'Évangile] et indiquer des voies pour la marche de l'Église dans les prochaines années. » (n° 1)

Cette lettre m'a profondément marquée. D'abord en raison du portrait d'une étonnante lucidité que nous brosse le Pape de l'Église et de notre monde, mais surtout en raison de l'espérance que ce texte a fait renaître dans mon cœur. Le Pape François nous y présente tout un programme pour le renouvellement de notre Église.

Trois grandes convictions sous-tendent ce programme. La première est que la rencontre de Jésus Christ est fondamentale si nous voulons être de véritables disciples-missionnaires. « J'invite chaque chrétien [...] à renouveler aujourd'hui même sa rencontre personnelle avec Jésus Christ ou, au moins, à prendre la décision de se laisser rencontrer par lui, de le chercher chaque jour sans cesse. » (n° 3)

La deuxième conviction est que cette rencontre personnelle avec le Christ – cette rencontre avec l'amour de Dieu – nous remplit d'une joie qui nous transforme et nous renvoie vers les autres. « Là se trouve la source de l'action évangélisatrice. Parce que, si quelqu'un a accueilli cet amour qui lui redonne le sens de la vie, comment peut-il retenir le désir de le communiquer aux autres? » (n° 8)

Enfin, la troisième conviction est que les pauvres sont les destinataires « privilégiés » de l'Évangile. Le Pape souligne les « nouvelles formes de pauvreté et de fragilité dans lesquelles nous sommes appelés à reconnaître le Christ souffrant [...] : les sans-abris les toxico-dépendants, les réfugiés, les populations indigènes, les personnes âgées toujours plus seules et abandonnées, etc. » (n° 201)

Le Pape François nous appelle donc à porter la Bonne Nouvelle de l'amour de Dieu aux hommes et aux femmes de notre monde, et de préférence aux pauvres. Mais, pour ce faire, il nous faut devenir une Église « en sortie ». Le Saint-Père invite tout chrétien et toute communauté à « sortir de son propre confort et avoir le courage de rejoindre toutes les périphéries qui ont besoin de la lumière de l'Évangile ». (n° 20) Jésus lui-même n'est pas resté tranquille à Nazareth à attendre qu'on vienne à lui. Il a parcouru la Palestine pour porter à tous la Bonne Nouvelle du Royaume. C'est là, à mon avis, le plus grand défi pour notre Église. Et si cette voie que nous propose le Pape François était aussi la solution aux maux de notre Église?

Dès le début de sa lettre, le Pape nous dit que l'Église grandit « par attraction ». Or, nous savons trop bien que nos paroisses ne réussissent plus à « attirer » les jeunes. Et si chaque paroisse osait cette nouvelle « sortie » missionnaire? Ce témoignage d'engagement communautaire auprès des plus pauvres serait une lumière attirante, une force d'attraction qui pourrait donner à l'Église une nouvelle crédibilité, susciter la participation des jeunes et, possiblement, l'adhésion à nos communautés de foi.

La joie de l'Évangile a été publiée au Canada en 2014. Quant à l'accueil qui serait réservé à sa lettre, le Pape a écrit : « Je crains que ces paroles fassent seulement l'objet de quelques commentaires sans véritables conséquences pratiques. Malgré tout, j'ai confiance dans l'ouverture et dans les bonnes dispositions des chrétiens, et je vous demande de rechercher communautairement de nouveaux chemins pour accueillir cette proposition renouvelée. » (n° 201) Alors nous, qu'allons-nous en faire?

Je souhaiterais que chaque chrétien, chaque paroisse puisse lire cette lettre du Pape et la mettre en pratique. (D'ailleurs, il existe un excellent outil de réflexion et de discussion préparé par le Forum jésuite.) La lecture de cette lettre me fait croire que chaque paroisse est désormais confrontée à une décision : où elle demeure dans son confort et continue à voir se vider son église, où elle s'engage résolument sur les chemins que nous propose le Pape François.

Allons-y donc vers notre monde, la joie de l'Évangile dans le cœur, et confiants que Dieu est avec nous!

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures au site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

L'ACTION DE DÉVELOPPEMENT ET PAIX POUR LA SYRIE

La solidarité, c'est plus que l'immédiat

Développement et Paix travaille en Syrie depuis plus de quatre ans, avant même que n'éclate la grande crise dans cette région du monde. Avant que la situation ne s'aggrave depuis le déplacement massif des réfugiés vers les pays voisins, et surtout vers l'Europe.



photo : Belinda Avia

Janelle Delorme, animatrice régionale de Développement et Paix à Winnipeg.

Belinda AVIA
presse1@la-liberte.mb.ca

Développement et Paix se joint à ses nombreux partenaires pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés et victimes de la guerre en Syrie. Car répondre aux besoins des plus vulnérables, telle est la mission de Développement et Paix, un organisme de solidarité internationale établi par l'Église catholique du Canada. Il encourage présentement les Canadiens et les autres pays du monde à faire œuvre humanitaire à l'endroit de la Syrie.

Depuis 1967, Développement et Paix soutient des partenaires qui travaillent afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient.

Cela fait plus de quatre ans que la crise perdure en Syrie. Janelle Delorme, l'animatrice régionale de Développement et Paix à Winnipeg, affirme : « Il est tant que les gens répondent aux cris des Syriens. » Selon elle, on peut agir en faisant des dons, offrir des prières à l'endroit des réfugiés ou choisir de s'impliquer en tant que bénévole.

Développement et Paix fait partie du réseau Caritas international, des partenaires locaux avec qui l'organisation travaille sur le terrain.

Janelle Delorme précise que l'organisme utilise jusqu'à présent une approche d'intervention basée sur l'aide aux urgences, le développement à long terme, l'éducation et les plaidoyers.

Pour contribuer à la gestion de la crise des réfugiés qui sévit en Europe, Développement et Paix a octroyé 50 000 dollars à ses partenaires Caritas Europe.

Janelle Delorme pense que la majorité des réfugiés n'auront pas les moyens de se rendre jusqu'en Europe pour bénéficier du soutien offert. Beaucoup resteront à l'intérieur, dans les pays avoisinants comme le Liban, la Jordanie et la Turquie. D'où le besoin de mobiliser une aide à ces niveaux.

« C'est ce que nous faisons à travers nos partenaires sur le terrain. Dans un tel contexte, distribuer de l'aide humanitaire est difficile. Mais face à cette souffrance, Développement et Paix estime qu'il est impératif d'agir. »

Il faut souligner que l'assistance apportée aux victimes de guerre ne se limite pas seulement aux urgences. L'organisme participe également à des projets de reconstruction à long terme des zones dévastées par la guerre. Le père Nawras Sammour, directeur du Service Jésuite des Réfugiés (organisme partenaire de Développement et Paix qui œuvre en Syrie), assure : « Nous ne faisons pas la charité, nous marchons au côté du peuple. »

Comme le résume un document officiel de l'organisme : « La crise semble loin d'être terminée. Développement et Paix s'engage à demeurer solidaire avec le peuple de la Syrie, et à soutenir ses partenaires pour répondre aux besoins fondamentaux des personnes touchées dans la région. La solidarité ne se résume pas à répondre aux besoins immédiats, c'est également marcher main dans la main avec nos partenaires et ceux qui luttent pour la paix et la justice. »

L'espoir par les dons

Développement et Paix est financé par les collectes de fonds dans les paroisses, les dons individuels et des subventions gouvernementales, provenant surtout de l'Agence canadienne de développement international.

Développement et Paix accepte toujours les dons afin de continuer à répondre aux besoins des démunis. Pour en savoir davantage sur les façons de faire un don, visitez le www.devp.org/syrie ou appelez le 1 888 234-8533.

LE CLUB DE BICOLO

LE BALLON



LES BALLONS

Chaque ballons représente un nombre différent. Quels sont ces nombres?

+ = 8

÷ =

+ =

X =

= +

= +

1. ____ 2. ____ 3. ____ 4. ____ 5. ____ 6. ____

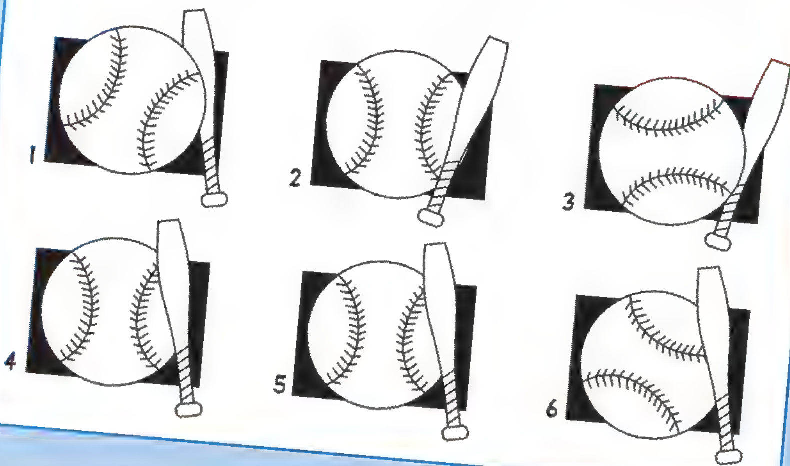
NEUF BALLES D'UN COUP

En partant de la balle A et en traçant 4 lignes droites, réunis les neuf balles de base-ball sans repasser 2 fois au même endroit!



JOUONS À LA BALLE!

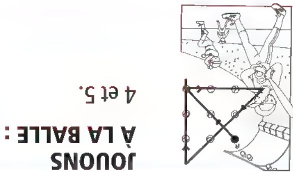
Trouve les deux images identiques.



RÉPONSES :

LES BALLONS :
1. 4 2. 2
3. 6 4. 3
5. 8 6. 5

NEUF BALLES D'UN COUP :



JOUONS À LA BALLE :
4 et 5.

Club de Bicolo • C.P. 190 • 420, rue Des Meurons • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4 • 204 237-4823



JEUNESSE: **C'EST NOUS!**

30 ans se sont écoulés depuis le premier ralliement, le plus grand rassemblement jeunesse de l'Ouest canadien. On s'est dit: il faut le refaire! Voilà pourquoi...



LE 30 SEPTEMBRE 2015

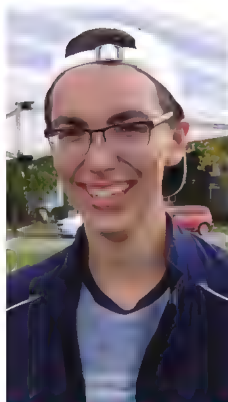
SAINT-BONIFACE



VOX POP

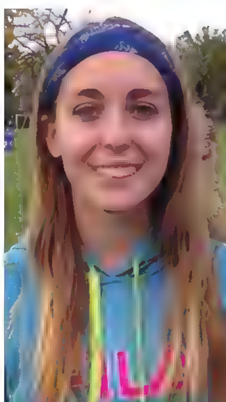
Lors du 30e rassemblement jeunesse du Conseil jeunesse provincial (CJP), Foule RAFfaire 2015, quelque 800 élèves des écoles de la Division scolaire franco-manitobaine et des divisions scolaires offrant des programmes d'immersions se sont réunis au parc Provencher pour apprendre et s'amuser. Action médias a offert, avec l'aide de ***La Liberté***, un atelier À votre plume où deux journalistes en herbe ont questionné des élèves sur leurs choix d'ateliers et les raisons de leur participation.

Propos recueillis par Ngoc NGUYEN et Claire NORMANDEAU



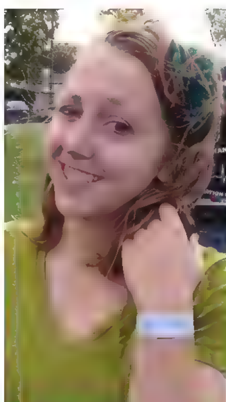
Jérôme Vandal, 12e année, Collège Louis-Riel

« Je m'attends à m'amuser parce que je fais du tie-dye et j'ai jamais fait du tie-dye avant. Pour mon premier atelier, j'avais choisi le yoga, mais mes amis, n'étaient pas là donc finalement je suis allé au poï au lieu. Et après, je voulais quand même essayer le tie-dye parce que j'ai jamais fait ça. »



Barbara Calder, 11e année, Institut collégial Saint-Pierre

« Je m'attends à avoir du plaisir et de à pratiquer mon français. J'ai choisi les ateliers vogue et sushi bonbon pour essayer de nouvelles choses. »



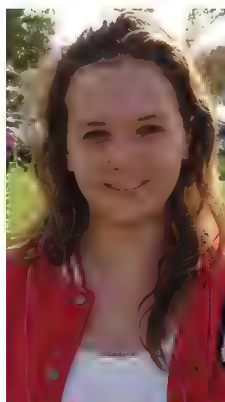
Natasha Morham, 12e année, Collège Louis-Riel

« Je m'attends à avoir du *fun* et de faire des choses différentes. J'ai choisi les ateliers poï… et quelques secrets de l'univers et salsa. Poï… et quelques secrets de l'univers parce que j'avais jamais fait le poï avant. Je n'avais même aucune idée de ce que c'était, donc j'étais curieuse. Et la salsa, c'est parce que j'aime danser. J'en ai déjà fait avant. »



Edward Bosnjak, 10e année, École secondaire Kelvin

« On fait des activités avec d'autres écoles qui parlent en français. Le but de cet évènement est de parler en français avec les copains et les autres personnes francophones. J'ai choisi l'atelier slackline parce que mes amis l'avaient choisi. J'aime bien, mais la première fois je suis tombé sur mon dos. C'était l'horreur! Mais j'ai continué. Je peux survivre. Mon deuxième atelier c'est capteur de rêves, aussi parce que mes amis l'avaient choisi. »



Renelle Chartier, 8e année, Collège Louis-Riel

« Mes amis venaient et ça avait l'air vraiment amusant. Mais j'avais besoin d'attendre que mes parents reviennent pour m'inscrire, donc j'avais peur de ne plus avoir de place dans les ateliers! Finalement j'ai choisi Vogue parce que j'aime la mode et le style, et slackline car j'en avais déjà fait une fois et j'avais beaucoup aimé, et je voulais faire quelque chose de physique. »



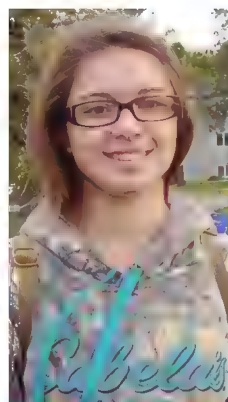
Jessica Nowell, Kylie Despins, Chapin Murphy et Lara Elnagary, 10e année, Collège Churchill

« Nous avons choisi l'atelier de La Belle Baguette parce qu'on aime manger, on aime la nourriture. Et ensuite, on a choisi celui de grafitti parce que nous aimons les arts. On est ici parce qu'on veut s'amuser ensemble et avec d'autres jeunes. Lara est aussi ici pour le groupe Swing. De fait, c'est LA raison de sa présence ici. »



Huery Rances, 10e année, École secondaire Kelvin

« J'ai choisi les ateliers char 101 et escrime parce que j'aime les voitures et je m'intéresse aux arts martiaux, surtout ceux avec des sabres. Je voulais en apprendre davantage sur l'entretien d'une voiture et à propos de l'escrime, un sport d'épées. »



Cloé Martel, 11e année, École Saint-Joachim

« Je voulais faire les ateliers tie-dye et grafitti, parce que j'aime faire de la peinture et les deux sont à la fois semblables et différents. Ce rassemblement jeunesse donne l'occasion à des élèves d'écoles différentes de se rencontrer, de s'amuser ensemble. On a l'occasion de se faire de nouveaux amis. »

30E ANNIVERSAIRE DU CJP

Claire NORMANDEAU

En cette dernière journée de septembre 2015, le Conseil jeunesse provincial (CJP) a organisé son 30e rassemblement jeunesse, Foule RAFfaire 2015. De nombreuses écoles francophones et d'immersion étaient au rendez-vous au parc Provencher, où un esprit francophone vif était palpable.



photo : Josée Michaud

Depuis 30 ans, le CJP donne l'occasion aux jeunes de se rassembler afin de créer de nouvelles amitiés, peu importe l'école fréquentée.

La directrice du CJP, Roxane Dupuis, explique qu'il était naturel de ramener l'évènement dans le quartier où a eu lieu le tout premier rassemblement jeunesse en 1985.

« Pour ce 30e anniversaire, il était important d'accueillir les participants à Saint-Boniface, là où tout a commencé », précise Roxane Dupuis.

Le nom du rassemblement de cette année est un méli-mélo des noms donnés à l'évènement au fil des ans.

« C'est un mélange des noms RIFRAF, L'Affaire Farouche et Foule Faire », explique celle qui a vécu plusieurs des rassemblements jeunesses en tant que participante et organisatrice.

Foule RAFfaire est le 7e nom porté par ce grand évènement. « Ces noms suivent les générations, souligne le président du CJP, Justin Johnson. C'est une tradition. Je me souviens de mes rassemblements jeunesses. Ça fait partie de mes souvenirs, de mes expériences, de mon vécu. Cette année, l'édition est assez spéciale. On a des activités comme on en avait il y a 30 ans! »

Quelque 45 ateliers ont été proposés aux participants de Foule RAFfaire 2015, qui attendait une foule d'environ 1 000 élèves.

Mais ce sont environ 800 jeunes qui se sont présentés au parc Provencher le jour venu.

« On a eu quelques annulations d'autobus quelques jours avant l'évènement, mentionne l'agente de projets et coordonnatrice des ateliers, Marie-Ève Fontaine. C'est possiblement les prévisions météos qui ont influencé les décisions. Finalement, on a une belle journée. »

« Ce rassemblement, c'est la journée de la jeunesse, renchérit Justin Johnson. On souligne notre fierté d'être francophone. On veut offrir aux jeunes d'expression française du Manitoba une occasion de se rassembler et de créer des amitiés avec des jeunes d'autres écoles, non seulement de la DSFM, mais aussi de l'immersion.

« Cette année, en raison des États généraux, on voit vraiment un rassemblement jeunesse », poursuit-il.

Les jeunes sont partout, engagés dans la communauté franco-manitobaine. On devrait en être fier.

Aujourd'hui, c'est une façon de célébrer nos succès, de fêter ce qu'on a fait, ce qu'on fait et ce qu'on va faire.

« On est jeunes, on est fiers et on va voir ensemble ce qu'on peut faire pour changer les choses », conclut le président de CJP, Justin Johnson.

UN 30E HAUT EN ATELIERS



Ngoc NGUYEN
École secondaire Kelvin

Pour le 30e rassemblement jeunesse, le Conseil jeunesse provincial a misé encore une fois sur la diversité des ateliers. « En moyenne chaque année, on a entre 30 et 35 différents ateliers à proposer aux élèves. Pour la 30e édition, on avait une liste de 45 atliers parce qu'on attendait 1 200 participants de partout en province », mentionne l'agente de projets au CJP et la coordonnatrice des activités, Marie-Ève Fontaine.

Char 101 (Valérie Therrien-Vrignon), châteaux-forts (Janelle Tougas), La Belle Baguette (Alix Loiselle) et sushi bonbon (Chloé Freynet-Gagné) ont fait partie de la liste des nouveautés de l'édition 2015. Parmi les classiques, on a trouvé : les ateliers henné, *tie-dye*, *slackline*, taekwondo. « On a voulu faire un genre de *throwback* avec l'atelier sculpture en pierre à savon, souligne Marie-Ève Fontaine. L'animateur Émile Chartier a participé à plusieurs éditions du rassemblement jeunesse du CJP. Ça faisait quelques années que l'on n'avait pas offert cet atelier et on croyait bon qu'il revienne pour le 30e. »

Pour terminer la journée en beauté, les participants ont dansé sur les rythmes endiablés du groupe franco-ontarien, Swing.



FOULE RAFFAIRE EN IMAGES!

Plusieurs autobus scolaires ont convergé le 30 septembre 2015 vers le parc Provencher à Saint-Bo
30e rassemblement annuel jeunesse organisé par le Conseil jeunesse provincial (CJP). Dans le cad
deux ateliers parmi plus d'une quarantaine proposés. En après-midi, une foire et un spectacle de


photo : Sarah Lamontagne-Rougeau


photo : Sarah Lamontagne-Rougeau


photo : Sarah Lamontagne-Roug



photo : Josée Michaud


photo : Sarah Lamontagne-Roug





photo : Sarah Lamontagne-Roug


photo : Sarah Lamontagne-Rougeau

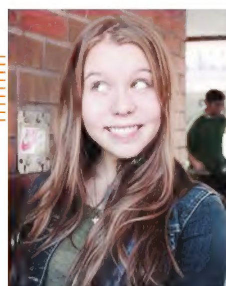


photo : Sarah Lamontagne-Roug

oniface. Environ 800 élèves de niveau secondaire ont participé au
dre de Foule RAFfaire 2015, les participants ont eu à choisir un ou
musique du groupe franco-ontarien Swing ont diverti la foule.



Josée Michaud



Sarah Lamontagne-Rougeau





photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau

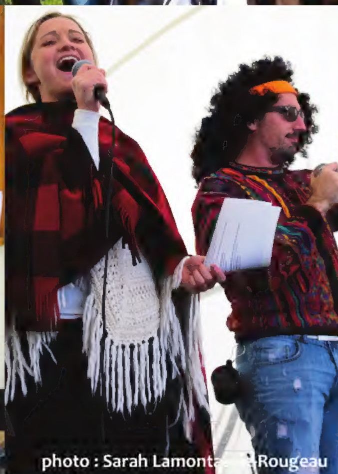


photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



photo : Sarah Lamontagne-Rougeau



ÉMILE CHARTIER,
animateur sculptures de savon thestonebenders.com

« Chaque fois que je viens donner un atelier dans le cadre de ce rassemblement jeunesse organisé par le CJP, c'est pour moi un bon souvenir. Voir ces jeunes qui travaillent la pierre, voir leurs yeux s'agrandir au fur et à mesure qu'ils travaillent, c'est merveilleux. Ils ne vont pas terminer leur projet aujourd'hui, mais je leur dis toujours : "Vous pouvez m'appeler quand vous avez fini de sculpter votre pierre". Lorsqu'un enfant me présente son projet terminé avec ses parents, en échange, je lui donne une autre pierre de savon. Au fil des ans, j'en ai un qui m'a appelé pour me dire : Monsieur Chartier, j'ai fini mon morceau de pierre. Je lui ai dit : Félicitations. Viens me le montrer avec tes parents. Ben, Monsieur Chartier, j'ai 21 ans, maintenant. Quand même, viens me le montrer avec tes parents et je te donnerai une autre pierre de savon… Eh bien, il est venu me le montrer avec ses parents. »



ROXANE DUPUIS,
directrice générale du Conseil jeunesse provincial

« Le souvenir le plus marquant que j'ai, c'était en 2003. On avait manqué de nourriture pour le souper! En ce temps-là, l'évènement se déroulait plus tard, donc on offrait le souper. On était à La Broquerie et il n'y avait rien, on ne pouvait rien leur donner. On a dû renvoyer des élèves chez eux par autobus, le ventre presque vide, avec juste un peu de salade de choux et des *buns*. On les a remboursés, mais ça m'a beaucoup marquée. Depuis, on a toujours plein de nourriture. Et aussi en 1993. J'étais animatrice bénévole, et il avait neigé! »

SOUVENIRS, SOUVENIRS...



JUSTIN JOHNSON,
président du Conseil jeunesse provincial

« Mon meilleur souvenir, c'est un souvenir un peu négatif. Quand j'étais au secondaire au Collège régional Gabrielle-Roy à Île-des-Chênes, la direction ne nous permettait pas d'aller à ces rassemblements. Avec un groupe d'amis, on a fait de la revendication auprès de la direction pour participer à ces évènements. On a envoyé une pétition signée des élèves. Ma première participation, c'était en 2006-2007. J'étais en 9e ou 10e année. Une autre année, l'école ne participait pas officiellement, mais avec un groupe de jeunes, on a décidé de faire les rebelles, de ne pas aller à l'école, mais de venir au rassemblement! On avait quand même eu l'approbation de la direction. »



JANELLE DELORME,
animatrice *Ballons pour le climat*, Développement et Paix

« Ma première participation a été en 1995. Dans le temps, c'était Francotonne et plus tard c'est devenu L'Affaire Farouche. Un de mes souvenirs, c'est qu'on s'habillait en vert de la tête aux pieds pour bien représenter Les Voyageurs du Collège Louis-Riel. C'était toujours une compétition entre le CLR et le Collège régional Gabrielle-Roy, qui s'habillait en rouge. Je me souviens aussi d'une année où le groupe Les Respectables est venu présenter un show. Dans le temps aussi, il n'y avait que les écoles francophones qui participaient. C'était une occasion de rencontrer d'autres jeunes de notre division scolaire. C'est toujours de belles rencontres entre jeunes. On s'amuse, on participe à des ateliers. Vous savez, j'ai toujours mon *didgeridoo* que j'ai fabriqué lors d'un atelier. Je suis incapable de m'en départir. »



LE CONSEIL JEUNESSE PROVINCIAL AIMERAIT REMERCIER LES JEUNES, VENANT DES QUATRE COINS DE LA PROVINCE, POUR CÉLÉBRER AVEC NOUS LE MEILLEUR DE 1985 À 2015

Collège Béliveau - Collège Churchill - Collège Jeanne-Sauvé - Collège Lorette Collegiate - Collège Louis-Riel - École régionale Saint-Jean-Baptiste - École Saint-Joachim - École secondaire Kelvin - École secondaire Oak Park - École secondaire régionale Lord Selkirk - Institut collégial Saint-Paul - Institut collégial Saint-Pierre

MERCI À NOS COMMANDITAIRES

























Merci spécial aussi à
Matthieu Allard - conseiller pour Saint-Boniface,
Joanne Gobeil - Fried Green Tomatoes Catering,
Marc Roy - Collège Louis-Riel,
les merveilleux enseignants,
fantastiques animateurs,
et nos incroyables BÉNÉVOLES!

